

- LE BULLETIN DU - GOUVERNEMENT

n° 21

NOVEMBRE 2017

Saramady Touré

Canada - Guinée:
Pour une nouvelle
diplomatie économique.-p.66

Diakagbé Kaba

Son combat pour
la femme guinéenne.-p.80

LES 12 Travaux d'Oyé

Oyé Guilavogui, Ministre d'Etat, Ministre des Transports.-p.6



Gouvernement en Action -p.13

Financement du PNDES: Paris** réussi !

**Capitale de la République Française

EDITION
GUINEE
CELLULE DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT





REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



**Retrouvez toute l'actualité
gouvernementale en temps réel
via votre mobile.**

orange™

orange™

***111*2*7#**

**sur le réseau
ORANGE**



 Gouvernement Guinéen Officiel

 @GouvGN

 Gouvernement Guinéen TV

www.gouvgn.tv

www.gouvernement.gov.gn

SOMMAIRE

p.6

p.13

p.66

p.77

p.88

p.91

EDITORIAL -p.4

Damantang Albert Camara,
Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de
l'Emploi et du Travail Porte-Parole du Gouvernement

INTERVIEW DU MOIS -p.6

Oyé Guilavogui, Ministre d'Etat, Ministre des Transports

GOVERNEMENT EN ACTION -p.12

Actions phares du Gouvernement et activités dans nos ministères

LA GUINEE A L'ETRANGER -p.66

S.E.M. Saramady Touré
Ambassadeur de la République de Guinée au Canada

ETAT DE NOS REFORMES -p.70

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)
2016 - 2020 (4e PARTIE)

INTERNATIONAL -p.77

S.E.M. Alexandre Brégadzé
Ambassadeur de Russie en Guinée

FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS -p.80

Diakagbè Kaba
Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernement

ESPACE SANTE -p.84

Le Comité National de Lutte contre le Sida,
avec Dr Abass Diakité

LUCARNE SUR... -p.88

La Direction des Guinéens de l'Etranger
avec Aminata Camara

PAROLE A POINT FOCAL... -p.91

Cheick Ahmed Tidiane Diallo
Point Focal du Service de communication
au Ministère de l'Agriculture

Le Bulletin du Gouvernement

Votre mensuel d'informations sur
l'actualité gouvernementale

(+224) 626 82 10 25

Email : info@bdg.gov.gn

www.bdg.gov.gn

0 3



Damantang Albert CAMARA
Ministre de l'Enseignement Technique, de
la Formation Professionnelle, de l'Emploi et
du Travail / Porte Parole du Gouvernement

Le Dialogue social, le Droit social et la Paix sociale....

Chers Lecteurs,
Cher-es compatriotes

Au-delà des spéculations, interprétations et confusions entretenues par tous ceux qui s'investissent du droit de soutenir la dissidence syndicale, il y a les faits. Incontestables et têtus.

Depuis 2011 les négociations avec le Mouvement syndical ont permis des avancées majeures dans le traitement des travailleurs guinéens. Citons entre autres : les augmentations de salaires successives qui ont plus que doublé les salaires des fonctionnaires et sensiblement amélioré celui des travailleurs du secteur privé. L'instauration d'un salaire minimum étendu aux pensions des retraités qui permet à 7000 d'entre eux qui ne touchaient que 50 000 à 200 000 Gnf par an (!), de recevoir aujourd'hui 440 000 Gnf par mois. En plus de ce minimum, les retraités partent désormais avec une indemnité équivalente à deux mois de salaire. La plupart des primes du secteur éducatif qui ont été revalorisées d'au moins 20%. Une nouvelle grille salariale qui permet, après plus de trente ans, de déplaçonner les avancements aussi bien administratifs que salariaux. Sans parler de la création de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale des Agents

de l'Etat et de l'Institut National d'Assurance Maladie Obligatoire pour qu'enfin, les travailleurs du public bénéficient d'une couverture sociale digne de ce nom. Enfin, des centaines de contractuels ont été engagés à la Fonction publique ainsi que 5565 jeunes engagés entre 2005 et 2010 et qui n'étaient toujours pas pris en charge par le Budget.

Tous ces acquis ont été obtenus grâce à la concertation mais aussi parfois à la suite de mouvement sociaux douloureux. A chaque fois, le Gouvernement a respecté les principes et règles du dialogue social et du droit de grève. Il a également accepté de payer les jours non travaillés par les grévistes et a persuadé le secteur privé d'en faire de même. L'Etat a même renoncé à poursuivre les syndicalistes qui s'étaient rendus coupables d'entrave à la liberté de travail ou qui avaient refusé d'assurer un service minimum. Certains affirment aujourd'hui que cela a été une erreur.

Le Gouvernement assume pourtant pleinement ces concessions parce qu'elles nous permettent de dire aujourd'hui à ceux qui en demandent toujours plus, que l'Etat a largement fait sa part, et qu'il y est parvenu parce qu'il a eu comme interlocuteurs des syndicalistes responsables et représentatifs qui, eux aussi, savent ce qu'est le Dialogue social, le Droit social et la Paix sociale.

Bonne lecture à tous.

EDITORIAL



CAISSE NATIONALE
DE SECURITE SOCIALE



Gestion des assurés par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale

Les 3 conditions qu'il faut remplir pour bénéficier des prestations de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale

1

Il faut d'abord atteindre l'âge de la retraite qui varie pour notre pays entre 55 et 65 ans, en fonction de la catégorie professionnelle.

2

Il faut justifier une vie professionnelle de 15 années ayant donné lieu à une cotisation.

3

La cessation de toute activité salariée.

Ces trois conditions sont obligatoires et vont de paire!

Il y a quelques jours, des ouvriers ont manifesté dans les locaux de la Caisse pour réclamer, selon eux, leur dû. Les cotisations sociales, explique la direction générale, ne sont pas remboursables, elles sont transformées en prestations sociales pour couvrir un risque, par exemple quand un travailleur a un accident de travail ou lorsqu'il décède.

Les améliorations au sein de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale dans ses prestations. «Aujourd'hui la caisse paye les pensions à bonne date, elle les a même revalorisées. S'il y a des retards, c'est peut-être lié à des problèmes administratifs, on a même demandé aux pensionnés d'ouvrir des comptes bancaires pour qu'ils perçoivent leurs pensions dans les meilleurs délais».

A ceci, il faut ajouter un accord récemment signé entre la CNSS et l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), permettant à des ayants droit résidant sur le territoire sénégalais, de percevoir leurs pensions à partir de l'IPRES.

Parlant du taux de couverture trop faible en Guinée, la direction générale appelle les employés à se battre pour qu'ils soient immatriculés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. La protection sociale, dit-il, est devenu un levier du développement économique parce qu'elle permet d'amortir le choc.



L'INTERVIEW DU MOIS...

Oyé Guilavogui,
Ministre des Transports

Le département des transports élabore et propose au gouvernement des politiques relatives aux services, aux réseaux et aux systèmes de transport ! Ce qui se concrétise par une bonne demi-douzaine d'activités dont, notamment, le soutien stratégique aux systèmes de transport des personnes, le transport en commun en milieu urbain, le transport adapté ainsi que le transport maritime et aérien dans les régions, le soutien au transport des marchandises en favorisant l'inter modalité et l'utilisation des différents modes de transport (routier, ferroviaire, maritime et aérien). En conséquence, la collaboration étroite de ce Ministère (voire sa fusion), avec le département des Travaux Publics (chargés quant à lui de la construction et de l'entretien d'utilité générale réalisés pour le compte de l'Etat et des collectivités locales), doit être harmonieux puisque de façon claire, le terme Travaux Publics désigne des infrastructures comme les routes, les tunnels, les canalisations, les ouvrages d'art et de génie civil (ponts, barrages, pistes d'aéroport, etc...). Le BDG reçoit dans ce numéro, le Ministre d'état, Oyé Guilavogui, en charge du département des Transports de la République de Guinée.

Bonjour Monsieur le Ministre ! Quels sont les problèmes aigus, posés au département des transports en Guinée ?

Il faut retenir que le ministère des transports est un des départements les plus transversaux, touchant l'ensemble des populations de notre pays. Il est important de noter que depuis quelques temps, de nombreux chantiers sont ouverts à travers tout le pays car, la mobilité reste le gros problème dans la Capitale Conakry, mais également sur tout l'ensemble du territoire national, en raison de l'état très dégradé de nos routes nationales et départementales et cela joue négativement sur le développement économique, social, culturel de notre pays.

Quels sont les différents atouts du secteur des transports ?

Des atouts, il y en a suffisamment, comme dans le secteur portuaire qui constitue le poumon de notre économie vu que toutes les grosses transactions commerciales se passent au port de Conakry. L'importance de la rentrée à Conakry par les eaux, n'est plus à démontrer car notre port est parmi les 5 plus grands de l'Afrique au Sud du Sahara ; Notre ambition du moment, est d'être parmi les meilleurs car, depuis l'installation de la Société Bolloré, il y'a eu une extension considérable qui nous classe désormais parmi les 5 meilleurs en Afrique noire.

Quelles sont les mesures prises par votre département, pour une bonne réglementation du secteur des transports en Guinée ?

Avant de parler de réglementation, il faut parler du souci d'agrandissement, pour donner beaucoup plus de capacités au port parce qu'en réalité, ce port reste encore insuffisant pour toutes les transactions qui devraient s'y tenir. L'extension du côté Est, augmentera le nombre de quais pour l'accostage d'un nombre plus grand de bateaux.

Au conseil des ministres du 18 Octobre 2017, le Président de la République vous a mandaté, en relation avec le Ministre Directeur de Cabinet à la présidence, pour résoudre définitivement les obstacles posés pour réimplanter une société de contrôle technique des véhicules. Trois semaines plus tard, où en êtes-vous ?

Il n'y a pas de centre de contrôle technique automobile depuis une dizaine d'années, et le pays est devenu le dépotoir de toutes les poubelles roulantes qui encombrant l'Europe.

Naguère, sur le terrain, une seule société avait le monopole ; Avec l'appui du chef de l'état et à la faveur des états généraux de la sécurité routière, nous avons finalement obtenu un décret du chef de l'état libéralisant cette activité, pour casser le monopole. Le décret a paru il y a quelques jours et nous sommes en train de monter le cahier des charges. Les agréments pour des entreprises postulantes sont déjà libérés pour l'exercice de cette activité.

Monsieur le Ministre, Nous sommes l'un des rares pays dans la sous-région à n'avoir pas de société publique de transport. SOGETRAG a cessé d'exister depuis des lustres et maintenant les bus de la SOTRAGUI sont tous à l'arrêt depuis des mois. Vous avez annoncé un contrat avec City bus des marocains ; à quel niveau se trouve ce nouveau contrat ?

Cette question est très importante. Sachez que depuis 1958 l'état s'est toujours préoccupé de l'organisation des transports publics. Bon nombre de sociétés ont été créées en vain et à mon arrivée au département des transports, j'ai demandé à l'état d'accepter de libérer un peu de place pour le privé. Nous allons essayer le privé et heureusement j'ai été écouté par l'état. J'ai donc pris attache avec la société City bus du Maroc, pour venir aider à relever la SOTRAGUI moribonde. Pour la petite histoire, il y'a 4 ans, nous avons bénéficié de 100 bus de la Chine qui se sont ajoutés à 50 autres déjà sur place mais, à la date du jour, seulement quatre bus sont en état de circuler. Pour toutes ces raisons, nous avons sollicité le concours de privés pour aider à organiser nos transports. Les premiers contacts avec City bus ont été très fructueux ; ils ont monté un nouveau schéma de la ville de Conakry, projeté à la primature devant plusieurs ministres qui ont tous apprécié. Dans ce processus, l'état devait donner 50 bus (on venait de recevoir un don de la Turquie), qui s'ajoutaient aux 150 bus des marocains. Fort malheureusement, les bus qui nous ont été offerts étaient des occasions or, dans le projet de concession il était mentionné que l'état donne des bus neufs. Il y a donc eu blocage à ce niveau. Il a fallu de longues négociations pour faire accepter aux marocains les bus d'occasion. L'état des routes ne permet pas de faire rouler des bus articulés, porteurs de caméra. Durant les neuf mois que durèrent les négociations, la Sotragui mourrait tout tranquillement. Les turcs



nous ont interpellés car, ils ne comprenaient pas que la mairie d'Istanbul nous offre 50 bus que nous ne faisons pas circuler. Ils ont décidé qu'ils viendraient nous appuyer pour la gestion des 50 bus. Ils ont commencé les études sur le terrain, pendant qu'on négociait avec les marocains. La population souffrait pendant que les bus étaient immobilisés. Il ne faut que cent à cent cinquante travailleurs pour gérer les bus, au lieu de la pléthore de huit cents employés, d'après les turcs et finalement, c'est eux qui vont commencer à exploiter les 50 bus.

Toujours, dans le souci de réorganiser les transports publics, nous avons un gros projet dénommé "métro bus", construit sur 24 kms par des turcs, sur l'autoroute entre Conakry et ENTA.

L'idée c'est d'écarter le séparateur sur l'autoroute de façon à ce que deux bus puissent passer l'un à côté de l'autre.

Il y aura 23 stations de Conakry à Enta ; Les travaux démarreront en Janvier 2018 avec le financement d'une banque Turque, la participation de l'état sera payée par le gouvernement turc. Du Côté Marocain, les choses ne sont pas suspendues mais les donateurs ne pouvaient plus voir les bus inutilisés pendant que la population souffre. Nous avons dans un premier temps déconcessionner Sotragui, son personnel est en congé technique et nous montons le plan social avec l'inspection du Travail. D'ici décembre, nous procéderons au paiement des mesures d'accompagnement et les droits légaux. Ils vont libérer les lieux, les turcs vont démarrer et 150 personnes seront recrutées pour relancer le transport public avant l'arrivée des marocains.

Quelle est la situation actuelle du train de banlieue et quand pensez-vous relancer les vols vers l'intérieur du pays ?

Les chinois ont bloqué le train Conakry- banlieue au moment de ma prise de fonction, alors qu'il avait été mis à disposition en 2010 et à cette époque, aucune concession n'était signée ; il y avait juste une simple facture commerciale à l'arrivée du train à Conakry sans aucune forme d'accord ; Il a été exploité par la suite par les chinois et les guinéens jusqu'à mon arrivée au département. Des ultimatums avaient été lancés et ont finalement été mis à exécution. Le train a été arrêté. J'ai ouvert les négociations avec le ministère de la justice, celui des finances, et avec la partie chinoise, sans aboutir à un consensus. J'avais réussi au cours des négociations à casser les prix, passant à plus de 80 millions, à 42 millions, avec un échéancier de douze ans et un taux d'intérêt de 0,25 %. Voilà les efforts fournis du côté de l'état pour signer la concession, mais fort malheureusement le patron de la société a été interpellé pour escroqueries et notre compatriote Thiam qui à l'époque où le train débarquait à Conakry était le ministre des mines, est désormais aux arrêts à New-York dans le même cadre. Le gouvernement chinois nous a interpellés, pour dire qu'on ne pouvait pas négocier



avec une société dont le patron était arrêté pour escroqueries. Il fallait arrêter immédiatement les négociations. On a réquisitionné le train pour des besoins publics. Ce train soulageait considérablement les populations de Conakry. Le Président de la République a signé un décret pour le réquisitionner ; il est maintenant en service pour le bien être des habitants de Conakry.

Pour la deuxième question, il est vrai qu'à mon arrivée au ministère, l'aéroport de Conakry ne recevait des vols que le soir. Deux ou 3 avions seulement desservait Conakry, contre une douzaine aujourd'hui. J'ai libéralisé le ciel et mis la pression sur SOGEAC, contrôlée par l'aéroport de Paris. Auparavant, la concession était de 99 ans, ce qui est inadmissible. C'est ramené maintenant à 25 ans. Et ensuite, on a signé les autorisations d'atterrissage à Conakry pour beaucoup de compagnies avec pour avantage la baisse du coût du billet. Maintenant, on peut arriver à Paris avec moins de Sept cents dol-



lars contre près de 1300 dans un passé très récent. Air France qui avait refusé de baisser ses prix, a fini par les baisser jusqu'à 700 dollars. Les avions se bousculent aujourd'hui pour arriver sur le tarmac de Conakry.

Ce n'est pas facile pour les aéroports des capitales régionales parce que les coûts sont extrêmement chers. Deux milliards de dollars si on inclut l'aéroport de Maférény. Ce n'est pas dans les priorités des projets qui vont être financés d'ici janvier à la faveur de la mission du chef de l'état en Chine pour les 3 milliards décaissables tout de suite. Ce n'est que le port autonome qui est éligible et non ces aéroports. Mais ce qui est avantageux c'est que les études sont validées et nous sommes à la recherche des ressources pour les démarrer. Mais nous ambitionnons au moins que la nouvelle compagnie Guinée-Airlines, commence à desservir les capitales des pays voisins, ce qui faciliterait la mobilité des guinéens. Si aujourd'hui on veut se rendre à Monrovia, il faut passer par Abidjan et y passer la nuit alors que Monrovia est à une heure d'avion de Conakry. On a donc demandé à cette nouvelle compagnie de ne pas attendre que les aéroports soient terminés pour commencer.

Pour terminer Monsieur le Ministre, quels sont les perspectives du Ministère des transports ?

La priorité actuelle de mon département, c'est l'assainissement de la population des véhicules. C'est extraordinaire mais vous pouvez trouver 3 ou 4 véhicules avec le même numéro d'immatriculation sur les cartes grises ou les plaques, aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays. Ensuite c'est le grand bazar dans l'émission des permis de conduire qui s'achètent comme des petits pains. C'est inadmissible et C'est pour cette raison que le permis international de Guinée ne sert à rien hors du pays. Dans la circulation, vous avez des chauffeurs qui ignorent totalement le code de la route. On n'arrivera pas à réguler la circulation en Guinée et réduire le taux de mortalité si on ne sévit pas contre ces tares. Voilà quelques priorités à réaliser dans les prochains mois si je reste dans mes fonctions.

Je vous remercie.

La Cellule de Communication du Gouvernement



Le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail mettra à disposition 4 Écoles Régionales des Arts et Métiers au premier trimestre 2018

Pour lutter contre la pauvreté et le chômage dans les milieux ruraux, le Gouvernement Guinéen a fait construire quatre écoles des Arts et Métiers (ERAM) dans les différentes régions administratives en fonction d'une étude de potentialité des ressources à exploiter.

Ce sont donc les régions de **Boké, Labé, Kankan (Siguiri) et N'Zérékoré** qui vont bénéficier de ces premières ERAM financées conjointement par le Gouvernement Guinéen et le Fond Saoudien, et qui vont être livrées dans le premier trimestre de 2018. Sur la même dynamique, les travaux de construction deux autres ERAM viennent d'être lancés à dans les régions de **Conakry (Coyah) et à Faranah (Dabola)**, avec un financement de l'Etat Guinéen et de la BID, pour un délai contractuel de 16 mois.

Au delà de la construction et l'équipement, la particularité de ces deux ERAM consistera à développer les capacités institutionnelles du Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail à travers l'intervention de plusieurs cabinets nationaux et internationaux sur plusieurs thématiques dont le leadership, le management, le montage des projets, le suivi et évaluation des cadres du ministère.

Cette opération de renforcement des capacités sera suivie d'un appui pour la mise en place d'un système informatisé pour le suivi des diplômés, de l'évaluation d'impact du projet ainsi que du manuel de procédure d'exécution du projet.

Pour finir, il est à signaler que la construction de ces ERAM constitue le plus grand projet du Gouvernement en termes d'impact et les négociations sont en cours pour la construction des ERAM des régions de Kindia et de Mamou.

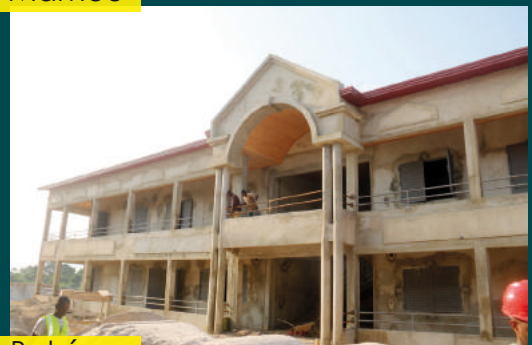
Siguiri



N'zérékoré



Mamou



Boké





GOUVERNEMENT EN ACTION



CONSULTATIVE GROUP
THE RENDEZ-VOUS FOR THE PARTNERS OF THE
REPUBLIC OF GUINEA
16 & 17 NOVEMBER
2017 IN PARIS

GROUPE CONSUL
LE RENDEZ-VOUS DES PARTEN
RÉPUBLIQUE DE
16 & 17



CONSULTATIVE GROUP
THE RENDEZ-VOUS FOR THE PARTNERS OF THE
REPUBLIC OF GUINEA
16 & 17 NOVEMBER
2017 IN PARIS

Réunion du Groupe Consultatif de la République de Guinée
Paris les 16 et 17 Novembre 2017

Immense succès du Groupe consultatif de la République de Guinée.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 17 Novembre 2017.

Le gouvernement de la République de Guinée annonce la clôture de son Groupe consultatif qui réunissait pendant deux jours à Paris ses partenaires techniques et financiers. L'événement a permis une levée de plus de 21 milliards de dollars qui permettra de financer le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 de la Guinée. La deuxième journée du Groupe Consultatif était consacrée à trois focus sectoriels, respectivement le secteur privé, l'énergie et l'agriculture.

Le Groupe consultatif rassemblait 400 participants, en présence d'Alpha Condé, Président de la République de Guinée, de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des finances de la République Française, avec le soutien de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Islamique de Développement, de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, du Fonds Monétaire International, et le Programme des Nations Unies pour le Développement, de partenaires bilatéraux et d'investisseurs privés de référence.

Le Groupe consultatif a permis au gouvernement de nouer des partenariats stratégiques autour de son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 mais aussi de lever plus de 21 milliards de dollars pour financer plus de 50 projets structurants de son Programme National d'Investissement (PNI). Ce résultat démontre l'appui inconditionnel de l'ensemble de la communauté internationale, à travers les partenaires au développement bilatéraux, multilatéraux et des investisseurs privés, à l'atteinte des objectifs de développement de la Guinée.

« La République de Guinée peut être fière de la tenue de ce groupe consultatif car les résultats obtenus sont largement au-dessus de nos espoirs. » a déclaré Son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, en clôture du Groupe consultatif.

« Nous vivons aujourd'hui la fin des économies de rentes. Le secteur minier a longtemps assuré la croissance de la Guinée. Cela ne peut pas suffire au plein développement. Votre choix a été le bon. Le choix stratégique de la diversification de nouveaux secteurs en particulier de l'agriculture et de l'agro-industrie est le bon.

Dans tous ces efforts, vous pouvez compter sur le soutien durable et complet de la France. », a déclaré Bruno Lemaire, Ministre de l'économie et des finances, en clôture du Groupe consultatif.

Les trois focus qui se tenaient ce jour dans le cadre du Groupe consultatif ont permis de mettre la lumière sur trois secteurs clefs pour l'économie guinéenne :

- Le secteur privé : faciliter et structurer les investissements du secteur privé dans le pays est un objectif phare du PNDES. Plusieurs mesures ont d'ailleurs déjà été mises en place. La restructuration de l'Agence de Promotion des investissements Privés (APIP) et la mise en place d'un guichet unique pour les investisseurs à son niveau a ainsi permis le renforcement du cadre institutionnel. Un guichet unique minier a également été créé, tandis que le cadastre et les licences minières ont été digitalisés. Un guichet unique foncier verra également le jour en 2018. Un Code des Investissements plus attractif et ses textes d'application ont été promulgués en 2015, tandis qu'un nouveau Code Minier a été adopté, dans la foulée de l'adhésion à l'initiative de transparence dans les industries extractives (ITIE).

- L'énergie : les financements du PNDES permettront la réalisation de nombreux projets clés dans

Levée de plus de 20 milliards de dollars pour le financement du PNDES.

ce secteur, notamment celui du barrage hydroélectrique de Souapiti (550 MW). Parmi ceux déjà réalisés, la mise en service du barrage hydroélectrique de Kaléta (240 MW), la construction des postes de Hamdallaye, Kaloum et Kipé (100 MW), l'injection de l'énergie thermique de K-Energie dans le réseau, l'alimentation des 9 villages de Bouré et l'installation des lampadaires solaires dans les communes rurales et urbaines. Suite à ces réalisations, le taux d'accès à l'énergie électrique a été portée de 18,1% en 2014 à 29% en 2015 (y compris 11% de connections illégales).

- L'agriculture : Aujourd'hui, la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) de la Guinée n'est encore estimée qu'à environ 14,2% (en 2010). 80% des terres arables sont actuellement inexploitées ce qui constitue un potentiel énorme puisque l'agriculture est la principale source de revenu pour 57% des ruraux.

Le gouvernement guinéen et ses partenaires ont convenu, sur la base du principe de la responsabilité mutuelle, de poursuivre les discussions engagées à la réunion du Groupe Consultatif, dans le cadre du dispositif institutionnel de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PNDES, créé à cet effet.



COMMUNIQUE FINAL.



Paris, le 17 Novembre 2017.

Du 16 au 17 novembre 2017, s'est tenue à la Chesnaie du Roy au Parc Floral de Paris, la Réunion du Groupe Consultatif sur le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 de la Guinée. La réunion a été organisée par le Gouvernement de la République de Guinée en collaboration avec la Banque Mondiale. Ont participé à cette réunion les partenaires bilatéraux, les institutions et agences de financement du développement, les organisations non gouvernementales (ONG) internationales opérant en Guinée, ainsi que des opérateurs privés nationaux et internationaux.

Conduite par S.E. Pr Alpha Condé, Président de la République de Guinée et Président en exercice de l'Union Africaine, la délégation guinéenne était constituée des membres du gouvernement, des représentants de la Présidence de la République, de la Primature, des hauts fonctionnaires de l'administration publique, des représentants du secteur privé, du parlement et de la société civile.

Au cours de la cérémonie d'ouverture présidée par SEM. le Président de la République, le Vice-Président Afrique de la Banque Mondiale, le Président de la Banque Africaine de Développement, le Vice-Président de la Banque Islamique de Développement, la Représentante du Programme des Nations Unies pour le Développement, le Représentant du Gouvernement Français,

la Secrétaire Exécutive de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, le Représentant du Gouvernement Chinois, le Représentant du Président de la Commission de l'Union Africaine ont prononcé des allocutions d'amitiés et de soutien aux efforts de développement de la Guinée et particulièrement au financement de la mise en œuvre du PNDES.

Les différents intervenants ont unanimement salué la vision du Gouvernement et la pertinence du PNDES et encouragé le Gouvernement à poursuivre le programme des réformes visant la transformation structurelle de l'économie guinéenne.

Dans son allocution, Madame la Ministre du Plan et de la Coopération Internationale a mis l'accent sur le contexte et les objectifs de la réunion, et s'est réjouie de la forte mobilisation des partenaires techniques et financiers et des investisseurs privés.

Lors de son allocution d'ouverture, Monsieur le Président de la République a rappelé l'histoire du processus de planification du développement de la Guinée, tout en mettant en évidence les opportunités d'affaires et d'investissement qu'offrent le pays. Il a ensuite invité l'ensemble des partenaires techniques et financiers à se mobiliser autour de la Guinée pour la réalisation effective du PNDES.

Après la cérémonie d'ouverture, la Ministre du Plan et de la Coopération Internationale a présenté la vision nationale de développement de la Guinée d'ici à 2040, les grandes articulations du PNDES 2016-2020, et les besoins de financements du Programme National d'Investissement. Cette présentation a été suivie d'un exposé de Madame la Ministre de l'Economie et des Finances, sur les perspectives macroéconomiques ainsi que sur le programme des réformes structurelles qui sous-tendent le PNDES.

Intervenant à la suite de ces deux présentations, la Cheffe de mission du FMI, tout en appréciant les performances macroéconomiques de la Guinée au cours des dernières années, a confirmé l'accord obtenu avec les Autorités sur un programme économique et financier qui sera appuyé par la Facilité Elargie de Crédit. Quatre panels de discussions portant respectivement sur chacun des piliers, ont été organisés, offrant ainsi l'occasion aux participants d'approfondir leurs échanges sur les choix stratégiques ainsi que les orientations programmatiques du PNDES.

Des annonces de contributions au financement du PNDES s'élevant à environ 21 milliards de dollars américains ont été enregistrées. Ce résultat démontre l'appui inconditionnel de l'ensemble de la communauté internationale, à travers les partenaires au développement bilatéraux, multilatéraux et des investisseurs privés, à

l'atteinte des objectifs de développement de la Guinée. Les annonces par partenaire seront publiées séparément sur le site du Gouvernement et du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

En marge des travaux de la première journée de la Réunion, une cérémonie de signature de deux conventions de financement de 69 millions de dollars américains, a eu lieu entre la Banque Islamique de Développement et la Guinée

Les travaux de la Réunion du Groupe Consultatif se sont poursuivis dans la deuxième journée par la tenue de trois (3) sessions spécifiques qui ont porté respectivement, sur le développement du secteur privé, l'agriculture et l'énergie. Ces sessions ont permis de préciser les politiques et stratégies du Gouvernement, les projets prioritaires et les opportunités d'investissement qu'offrent ces différents secteurs. En marge de ces sessions spécifiques, se sont tenues des rencontres entre opérateurs privés guinéens et opérateurs privés internationaux ainsi qu'entre ces derniers et les représentants du Gouvernement.

Les partenaires ont unanimement apprécié la qualité de l'organisation de la Réunion et des documents présentés et se sont félicités des nouvelles perspectives de développement économique et social qui s'ouvrent

pour la Guinée.

Les partenaires ont souligné par ailleurs, les défis majeurs que le Gouvernement doit relever, à savoir le renforcement de la gouvernance et de l'État de droit, le renforcement des capacités de l'administration publique, la poursuite de l'amélioration du climat des affaires.

En outre, le Gouvernement et ses partenaires ont convenu, sur la base du principe de la responsabilité mutuelle, de poursuivre les discussions engagées à la présente Réunion du Groupe Consultatif, dans le cadre du dispositif institutionnel de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PNDES, créé à cet effet.

La cérémonie de clôture des travaux a été présidée par SEM. le Président de la République en présence de Monsieur Bruno LEMAIRE, Ministre de l'Economie et des Finances.

La Cellule de Communication du Gouvernement



MINISTERE DU BUDGET

Le Premier Ministre Mamady Youla a présidé l'Ouverture de la 2ème Édition du Forum International sur les Finances Publiques « Sous le Sceau de l'efficacité des Politiques Publiques et de la Transparence Budgétaire ».

Conakry, le 09 Novembre 2017

Le Premier Ministre Mamady Youla, accompagné par une forte délégation gouvernementale, a procédé au lancement des travaux du forum international sur les finances publiques le 09 novembre, dans un complexe hôtelier de la Capitale.

Pour la cérémonie d'ouverture de cette deuxième édition, c'est le Ministre du budget Mohamed Lamine Doumbouya qui a souhaité la bienvenue aux participants. Dans son allocution, il a affirmé que ce forum s'inscrivait dans le cadre de la poursuite de la réforme de la gouvernance économique et financière, et du renforcement de la gestion des finances publiques, en vue de promouvoir une croissance plus soutenue, plus diversifiée et plus inclusive, favorable à l'amélioration des conditions de vie des concitoyens.

C'est pourquoi selon lui, le gouvernement à travers le ministère du budget, a placé cette deuxième édition du forum sur les finances publiques sous le sceau de l'efficacité des politiques publiques et la transparence Budgétaire. Choix qui s'inscrit dans l'esprit de la lettre du président de la république en date du 02 décembre 2016, relative à la demande d'adhésion de la Guinée au partenariat pour un gouvernement ouvert dont les grands principes sont: transparence de l'action publique, participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques, intégrité de l'action publique des agents publics, utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la recevabilité.

Poursuivant, il a annoncé que la Guinée vient de s'accorder avec les services du FMI sur un second programme économique et financier qui confirme l'engagement du gouvernement à poursuivre les efforts de renforcement de la gouvernance économique et financière nationale. Pour lui, Cet accord constitue un atout surtout au moment où la Guinée invite à Paris, le monde des affaires pour une conférence pour la mobilisation des financements nécessaire à la réalisation du plan quinquennal.

Par ailleurs, le Ministre du Budget a adressé ces remerciements au président de la république et à tous ces collègues membres du gouvernement, pour la solidarité sans cesse exprimée dans la conduite des missions qui lui sont assignées.

Par la suite, Le Premier Ministre a été invité au parloir



pour s'adresser à ce conglomérat d'Hommes des Finances, venus de tous les horizons. Dans son discours, Mamady Youla a transmis les sincères salutations et les félicitations du Président de la république, Président en exercice de l'Union africaine Alpha Condé. Il a également remercié tous les partenaires techniques et financiers pour leur soutien constant à la mise en œuvre des réformes de finances publiques en Guinée, en vue de qualifier davantage la gestion de l'administration publique et de réduire efficacement l'incidence de la pauvreté au sein de la population. Ce soutien, dit-il, est l'expression de leur engagement à accompagner le Gouvernement qu'il a l'honneur de diriger dans ses efforts de redressement économique et social de la Guinée.

Selon Mamady Youla, pour relever ce défi majeur de financement du développement du pays dans un contexte international marqué par une certaine frilosité, la Guinée doit s'engager résolument dans la voie de l'amélioration de la gouvernance des finances publiques.

Plus loin, le Premier Ministre a estimé que ces réformes



doivent indéniablement s'appuyer sur des politiques publiques saines et efficaces. Selon lui, C'est justement pour cette raison que le gouvernement a entrepris depuis 2011 un vaste programme de réforme des finances publiques qui a permis d'adapter le cadre institutionnel légal et réglementaire. La mise en œuvre de ces réformes a permis de soutenir la relance économique avec une croissance réelle du PIB. Ces réformes ont également permis d'améliorer la gestion des finances publiques, ayant pour effet bénéfique la diminution du déficit budgétaire, sous l'effet conjugué d'une augmentation des recettes et d'une réduction des dépenses publiques.

Par ailleurs, Mamady Youla a affirmé que des politiques publiques appropriées, bien exécutées permettent de favoriser la création de richesses et d'emplois, mais également facilitent l'atteinte des cibles des objectifs de développement durable, c'est à dire "la baisse de l'incidence de la pauvreté pour les citoyens".

Pour soutenir cette logique, le Premier Ministre estime que ce forum devra donc être l'occasion pour chacun d'inviter les partenaires de la Guinée, acteurs de la vie socio-économique de notre pays, à partager des expériences sur les différentes stratégies, réformes et actions à mettre en Œuvre pour améliorer l'efficacité des politiques publiques, d'approfondir la réflexion sur la problématique de la programmation budgétaire et de la transparence, pour poser de façon résiliente les bases de l'émergence de l'économie nationale.

De mettre en exergue la transparence budgétaire dans l'amélioration de l'efficacité des politiques pu-



bliques en Guinée, d'échanger sur des expériences et modèles de qualification des politiques publiques afin d'améliorer leur efficacité et d'accroître leur impact sur les populations, afin de formuler au finish des recommandations appropriées tenant compte de l'évolution du contexte international et national, ainsi que les défis et contraintes du pays.

Le Chef du Gouvernement Guinéen a terminé son adresse en déclarant officiellement ouverts les travaux du forum international sur les finances publiques à Conakry jusqu'au 11 novembre.

La Cellule de Communication du Gouvernement.

MINISTÈRE DE L'UNITÉ NATIONALE ET DE LA CITOYENNETÉ:

Le Premier Ministre Mamady Youla a présidé la cérémonie d'Ouverture de la 2ème édition de la semaine nationale de la citoyenneté et de la Paix.



Le Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté a lancé, Mercredi 01 Novembre, la deuxième édition de la semaine nationale de la citoyenneté au palais du peuple, sur le thème : «Le Citoyen dans la construction de la nation», et de plusieurs thématiques dont « Un peuple, une volonté, une nation ».

Cette initiative du gouvernement guinéen vise à consolider la culture de la citoyenneté en vue de bâtir une Nation sans tension ethnique, politique, sociale et religieuse. C'est pourquoi le Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté Kalifa Gassama Diaby n'a ménagé aucun effort pour la tenue et la réussite de cette deuxième édition.

Par le truchement de son président, Dansa Kourouma, la confédération nationale des organisations de la société civile, a félicité le ministère de l'unité nationale et de la citoyenneté pour cette belle initiative. Il a donc invité tous les citoyens à un engagement collectif pour relever les défis, avec droit et application pour le développement de la nation.

Dans la même logique, les institutions républicaines ont également pris part à cette cérémonie de lancement notamment à travers la coordination du système des nations unies ; Pour Céraphine Wakana la coordinatri-

ce, la participation des Nations Unies à cet événement, est d'une importance capitale. Selon elle en effet, la préservation de la paix et de la quiétude sociale, est un objectif du système des Nations-unies. Elle a réaffirmé pour terminer, le soutien de son organisation à toutes les initiatives du gouvernement guinéen.

Le ministre de l'unité nationale et de la citoyenneté, Mr Diaby, a exprimé sa gratitude et sa reconnaissance à l'ensemble des membres du gouvernement, des institutions républicaines, de la société civile, des partis politiques et de tous les acteurs qui l'ont soutenu et accompagné dans la réalisation de cette deuxième édition de la semaine nationale de la citoyenneté et de la paix. Construire une nation, c'est assurer la mémoire historique dans sa partie joyeuse et douloureuse et d'en tirer des leçons pour l'avenir. Pour lui, c'est aussi la volonté de chacun, à travers tout le pays, de faire une communauté commune, qui doit être une communauté de valeur.

Pour finir, il a exhorté tous les Guinéens, à travailler ensemble pour la consolidation de la paix, de l'unité et de la démocratie en république de Guinée.

Présidant cette cérémonie, Le Premier Ministre Mamady Youla, au nom du président de la république, a réaffirmé la volonté du gouvernement, à mener à bout

cet engagement à construire et à soutenir la Nation Guinéenne.

Poursuivant, Mamady Youla a formulé des vœux de voir au cours de cette année, des milliers de guinéens, se lever pour célébrer main dans la main, du 1er au 7 novembre 2017, cette seconde édition, parce que selon lui, le concours de chaque guinéen, est nécessaire à la construction de la Nation.

Le Premier Ministre a ensuite estimé que c'est ensemble, qu'il est possible de construire un futur commun, et pour ce faire, il faudrait l'implication de chaque citoyen pour consolider la démocratie, et mettre la nation sur la trajectoire permettant aux guinéens de se hisser au rang des pays émergents.

Pour terminer, le chef du Gouvernement Mamady Youla a, au nom du président de la république et des membres du gouvernement, ouvert la 2ème édition de la SENACIP, en souhaitant une bonne semaine nationale de la citoyenneté et de paix à tous les Guinéens.

La Cellule de Communication du Gouvernement



Clôture de la 2ème édition de la semaine nationale de la citoyenneté : le chef de l'état sensibilise la jeunesse, l'avenir de la nation.



Le Président de la République, a clôturé la semaine nationale de la Citoyenneté : « Le citoyen dans la construction de la nation ».

Dans son allocution, le Président de la République a félicité le Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté, pour tous les efforts déployés dans le cadre de la semaine nationale de la Citoyenneté. Pour le Chef de l'Etat, il est extrêmement important d'éduquer la jeunesse, mais aussi que le civisme soit enseigné à la base. « Quel que soit ce que les jeunes recevront à l'école, si les familles elles-mêmes ne s'impliquent pas dans l'éducation de leurs enfants, sur le respect civique et le respect des lois, il sera extrêmement difficile d'atteindre l'objectif visé » a-t-il dit.

Pour lui donc, il est très important d'associer les parents, mais aussi les religieux à cette cause. Par ailleurs, le Président de la République a affirmé qu'il faut que chacun s'implique dans cette action fondamentale, pour le développement de la Guinée.

Pour terminer, le Chef de l'Etat estime qu'un pays ne peut se développer dans l'incivisme, car il y a des lois que chacun doit respecter ; Il est donc impératif que le comportement des jeunes, change car ils sont appelés à être la relève et à servir la nation.

MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE:

Etats généraux de la sécurité routière: le Chef de l'Etat donne le ton « sécurité routière ! Tous concernés ».



Abdoul Kabele Camara
Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité
et de la Protection Civile

Sous la Présidence du Chef de l'Etat Alpha Condé, le Gouvernement Guinéen a organisé les états Généraux de la Sécurité Routière du 06 au 10 novembre 2017. Les travaux ont été lancés lundi au palais du peuple en présence des Représentants du Gouvernement, des Institutions Républicaines, des Forces de Défense et de Sécurité, des Ambassades et Institutions Internationales, des Organisations Syndicales et Patronales, des Organisations de la Société Civile, du Secteur Privé, et des Partenaires Techniques et Financiers.

Entre 2010 et 2016, il y a eu 21159 mille d'accidents enregistrés en Guinée, avec 1693 morts, plus de 11000 blessés, 6662 véhicules endommagés avec 5893 motos impliquées.

Au regard de ces statistiques, le gouvernement guinéen, à travers son département de tutelle, entend mettre les bouchées doubles. C'est cela l'objectif visé par l'organisation des Etats Généraux.

Durant cinq jours, il s'agira de poser le diagnostic de l'insécurité routière et de formuler des solutions à court, moyen et long termes afin de réduire la fréquence et la gravité des accidents de la route. Pour le ministre de la Sécurité et de la protection civile, l'organisation des états généraux de la sécurité routière vise essentiellement à stabiliser, puis réduire la fréquence des acci-

dents et garantir la fluidité de la circulation routière en Guinée.

Pour le chef du département Maître Abdoul Kabèlè Camara, « la source de ces drames relève d'une responsabilité collective, consistant en la mise à contribution de l'ensemble des acteurs concernés par cette problématique de sécurité routière. Cette démarche participative, constitue l'expression de la volonté du gouvernement guinéen d'impliquer toutes les composantes dans la définition de la future politique nationale de sécurité routière ».

Dans cette optique, le Président de la République a souligné que le succès des états généraux passe d'abord par le changement de comportement des agents de sécurité auquel s'ajoute « le spectacle affligeant de l'indiscipline sur la voie publique, la violation systématique des règles élémentaires de la circulation, l'incivisme caractérisé de la part de nombreux citoyens, etc. cite Alpha Condé.

Toujours dans son allocution, le chef de l'Etat, dira que les bonnes pratiques en matière de circulation routière ne sont pas une priorité dans notre pays. Les conséquences de cette situation accablante interpellent chaque citoyen. « Un accident est la conséquence

d'un dysfonctionnement du système homme-véhicule-environnement; C'est dans les interactions de ces trois composantes qu'il faut chercher les causes des accidents. Cette approche permettra de mieux comprendre, et de préconiser les actions pour gérer la situation » affirme le Chef de l'Etat.

Pour terminer, le Président de la République a déclaré que « désormais les véhicules qui ne respectent pas les normes de la CEDEAO ne doivent plus circuler ».

Du 6 au 10 novembre 2017, les états généraux de la sécurité routière, ont servi de cadre de réflexion autour de cinq piliers à savoir : - la gouvernance - les infrastructures - la sécurité des véhicules - la sécurité des usagers de la route - et les soins post-accidents.

La Cellule de Communication du Gouvernement



ELECTRICITÉ
DE GUINÉE

**Allô!
EDG**

Appelez le **626 11 11 11**



Dépannage

**24h/24
7j/7**

**Disponible sur Conakry
Service gratuit**

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

SEMAINE DU SOLDAT 2017: Extrait du discours du Ministre d'Etat à la Présidence, chargé de la défense nationale, Dr Mohamed Diané.



Mesdames et Messieurs !

IL y'a moins d'un mois, le peuple glorieux de GUINÉE fêtait avec enthousiasme le 59ème anniversaire de son accession à l'indépendance nationale. Le 1er novembre, cette fête se poursuivra avec l'anniversaire de notre vaillante armée.

Un anniversaire n'est pas seulement un temps de réjouissance. Bien plus, il constitue un moment de médiation au cours duquel nous devons faire une rétrospective de notre mission, regarder le présent avec un œil critique, susceptible de nous permettre d'envisager l'avenir avec l'ambition d'atteindre plus facilement les nouveaux objectifs.

La semaine qui précède cette date historique du 1er novembre, que nous appelons désormais << la semaine du soldat >>, mettra l'armée guinéenne sous les projecteurs des médias publics et privés, pour offrir l'opportunité au peuple de Guinée de communier avec elle. Pendant une semaine, il sera question de passer en revue les acquis de l'armée, vus sous le prisme de la réforme du secteur de sécurité, initiée par le président de la république, le chef de l'Etat et chef des armées, Pr Alpha Condé.

L'armée de demain que nous ambitionnons, doit être le produit de cette passionnante réforme qui amènera le pays, à disposer d'une armée véritablement répu-



blicaine, redimensionnée, aguerrie, mieux équipée et capable de relever les défis sécuritaires du monde contemporain.

Officiers, sous-officiers et militaires du rang ! Je voudrais au cours de la présente adresse, faire l'économie d'un bilan de l'armée guinéenne, qui ferait double usage avec la semaine du soldat que j'ai l'honneur de lancer. Les cadres qui en sont chargés, le feront tout au long de cette semaine qui commence dès à présent.

Cependant, comment parler de l'armée guinéenne sans évoquer avec une profonde gratitude, ses pères fondateurs. Ceux dont la bravoure et le mérite auront permis de bâtir les fondements de la sauvegarde de notre souveraineté reconquise le 02 octobre 1958. Nos pensées pieuses vont à l'endroit de nos braves héros et guerriers qui ont vaillamment résisté à la pénétration coloniale et ont payé de leurs vies la volonté de l'Afrique de demeurer libre et digne.

C'est sur leur courage et leur sens de l'honneur que les pères fondateurs ont construit le socle de l'armée guinéenne qui a vite conquis ses lettres de noblesse en prenant victorieusement part aux combats pour la décolonisation du continent africain.

Cet hommage va également à tous nos nombreux martyrs qui, depuis 1958, sont tombés sur les champs de bataille à l'intérieur comme à l'extérieur. La nation se souviendra toujours du sang qu'ils ont versé en sacrifice du rayonnement du peuple de Guinée.

C'est le lieu de rappeler que l'armée guinéenne continue à participer aux opérations internationales de

maintien de la paix. C'est pourquoi, un troisième bataillon a été préparé et projeté au sein de la MINUSMA à Kidal au Mali, en remplacement de Gangan 2.

Officiers, sous-officiers et militaires du rang ! La fête du 1er novembre 2017 est vôtre ! La semaine du soldat est également vôtre !

Au nom du président de la république, chef de l'Etat et chef des armées et à mon nom personnel, je vous adresse mes souhaits de bonne fête ; à vous, tous mes remerciements pour les services rendus à la nation avec loyauté et dévouement malgré les difficultés conjoncturelles auxquelles le pays est confronté.

Je vous exhorte à davantage de dynamisme dans votre noble mission de défense de l'intégrité territoriale, de préservation de la paix et de la stabilité.

Il en sera de même de votre participation au développement de notre pays à travers des actions civiles et militaires de grande portée économique et sociale, à l'image de l'assainissement de nos villes, de la réalisation des infrastructures et de la production agricole.

En fin, j'en profite pour vous transmettre les sincères félicitations du chef de l'Etat, chef des armées, pour la discipline dont vous faites preuve dans La Défense de la patrie.

C'est sur cette note de félicitations que je déclare ouverte la semaine du soldat au compte du 59ème anniversaire de la création de la glorieuse Armée Guinéenne. Joyeux anniversaire à toutes et à tous. Je vous remercie !

Transmis par La Cellule de Communication du MD



MINISTERE DE LA JUSTICE

Le Premier Ministre a présidé ce jeudi 23 novembre l'ouverture de la 45eme session ordinaire du conseil des ministres de l'OHADA à Conakry



Les travaux de la 45eme réunion du conseil des ministres de l'OHADA se sont ouverts ce matin à Conakry sous la présidence du Premier Ministre, Chef du gouvernement, en présence d'un important parterre de ministres de la sous-région et de nos partenaires techniques et financiers.

L'OHADA, il faut le rappeler est une organisation inter-gouvernementale d'intégration juridique regroupant à ce jour 17 pays africains et ouverte à tout État membre de l'Union africaine, ou pas membre s'il est invité. Elle a vu le jour, entre autres, pour lutter contre l'insécurité juridique et judiciaire qui était alors identifiée comme cause majeure de défiance des investisseurs.

La parole à cette occasion, est tout d'abord revenue au Gouverneur de la ville de Conakry. Le Général Mathurin Bangoura, à la suite d'une brève mais complète présentation de la capitale guinéenne a dit sa joie d'accueillir cette rencontre au sommet de l'OHADA. Cette organisation étant un véritable vecteur d'intégration continentale mais aussi de développement. Avant de clore son propos, en bon ambassadeur de sa ville, il a mentionné les différents charmes propres à la capitale guinéenne.

La série d'intervenants s'est close avec la Communication du Premier Ministre Mamady Youla. Il a tout d'abord souhaité la bienvenue aux Ministres membres de l'OHADA au nom du Président de la République, Président en exercice de l'Union Africaine, Alpha Condé.

Par ailleurs, Mamady Youla a tenu à travers ses propos, à exprimer personnellement et chaleureusement la marque d'engagement du gouvernement qu'il dirige en ces termes : «notre commune détermination à poursuivre, sans relâchement ni faiblesse, la construction d'un Etat de droit économique de référence, dont l'Afrique peut continuer de tirer une bien légitime fierté est à saluer».

L'OHADA, a dit le Premier Ministre, est désormais un outil incontournable de pilotage des politiques de développement. Comme le veulent les usages, cette deuxième session annuelle ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation est une session budgétaire, Mr Mamady Youla a donc exhorté le conseil à « veiller rigoureusement à ce que le budget à adopter corresponde à un programme d'activités conséquent tout en répondant aux principes fondamentaux de l'élaboration budgétaire ».



Au titre des autres délibérations à l'ordre du jour, le Premier Ministre n'a pas oublié de mentionner l'étude puis l'adoption du projet de Décision portant institution et modalités de décoration de certaines personnalités pour service rendu à l'OHADA et aussi l'élection de cinq juges à la Cour Commune de Justice (CCJA). Ce point étant d'autant plus particulier que « l'on considère que la CCJA est la clé de voûte et la véritable gardienne de l'ordre juridique communautaire dans l'espace OHADA ».

Le Premier Ministre a terminé son adresse en rappelant la tradition hospitalière et panafricaine de la terre de Guinée. Il a aussi affirmé que la Guinée ne négligerait aucun effort pour rendre le séjour de ces délégations autant utile qu'agréable.

C'est sur ces notes que Mamady Youla, Premier Ministre, Chef du gouvernement, a déclaré ouvert les travaux de la 45^e réunion du Conseil des Ministres de l'OHADA.

A préciser que cette 45^e session du sommet de l'OHA-DA a pris fin sous la présidence de Cheick Sacko, Ministre d'état, ministre de la Justice de la Guinée qui dans son allocution a remercié l'ensemble des ministres ayant effectué le déplacement, les partenaires techniques et financiers et les experts comme il l'a dit « colonne vertébrale de l'organisation » pour leur engagement. Il a aussi précisé que les résultats de cette

session étaient le fruit du consensus, « Tout a été obtenu dans le consensus. Seul gage de pérennité ». Me Sacko a dit tout son honneur et son plaisir que l'acte uniforme de l'OHADA relatif à la médiation porte le nom d'acte uniforme de Conakry.

Il a également rappelé que le conseil a adressé deux motions de remerciement, à l'égard du Président de la République, Président de la conférence des Chefs d'état et de gouvernement de l'OHADA, Alpha Condé et au Premier Ministre, Chef du gouvernement Mr Mamady Youla.

La Cellule de Communication du Gouvernement

MINISTRE DES TRANSPORTS

Un navire médical, bientôt dans les eaux guinéennes au Port Autonome de Conakry.



un navire médical, pour traiter plusieurs maladies, est attendu dans les eaux guinéennes. Cette annonce va sans doute réjouir plus d'un guinéen ! Un gros navire hôpital, avec à son bord 450 personnes et des véhicules, doit accoster dans les prochains mois au port autonome de Conakry.

C'est ce qui ressort de l'audience que le ministre des transports a accordé aux représentants de l'ONG Mercyships. Sandrine Bussy, directrice des processus, a au cours de cette audience, expliqué les préparatifs pour l'arrivée du navire. Selon elle, son équipe fera une campagne de sensibilisation sur les critères de sélection et de formation du personnel de la santé. C'est dans ce cadre qu'elle a souhaité avoir un soutien du ministère des transports pour les formalités portuaires et de transport des équipes dans les 5 communes et à l'intérieur du pays, pour sélectionner les patients.

Au programme, la mission prévoit de traiter six pathologies. Il s'agit de la chirurgie générale (goitre, lésions), la chirurgie maxillo-faciale (pour les posts-tumeurs et les becs de lièvres), la chirurgie orthopédique (pour les enfants de moins de 16 ans), la chirurgie ophtalmologique, la chirurgie plastique et la chirurgie des femmes.

De son côté, Oyé Guilavogui, ministre des transports a d'entrée, remercié l'équipe de missionnaires de Mer-

cyships avant de s'engager à mettre toutes les dispositions nécessaires de son département pour accueillir le navire. Le ministre a invité la mission à faire une large campagne de communication dans le but d'éviter des incompréhensions qui vont amener certains malades qui ne sont pas concernés par la mission. Pour conclure, il a exhorté la mission à se mettre en rapport avec le point focal, Mme Marie Mansour pour faciliter les démarches auprès des directions concernées.

Transmis par la Cellule de Communication du MT



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

Tenue d'une première réunion préparatoire des Festivités de l'An 59 de l'indépendance à Kankan.



Mercredi 8 novembre 2017

Une première réunion préparatoire de la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance guinéenne à Kankan, s'est tenue dans la salle du 28-Septembre du palais du peuple à Conakry.

Cette réunion a regroupé autour de Dr Mohamed Diané, ministre d'Etat auprès de la Présidence chargé de la Défense nationale, et du Général Bouréma Condé, ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, des représentants des cinq préfectures de la région administrative de Kankan (Kankan, Kouroussa, Kérouané, Mandiana, Siguiri), ainsi que le gouverneur, les 5 préfets, le président de la délégation spéciale de la ville de Kankan, des députés, des opérateurs économiques et des personnes ressources de ladite région.

Dans ses propos liminaires, le ministre Bouréma Condé fera savoir que le président de la république, Pr. Alpha Condé, a jeté son dévolu sur son ministre d'Etat en charge de la Défense nationale pour présider la commission d'organisation des festivités du 59ème anniversaire de l'indépendance guinéenne à Kankan.

Prenant la parole, Dr Mohamed Diané indiquera que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une prise de contact pour mettre en place la grande commission

et les sous-commissions, afin que la célébration de l'an 59 de notre indépendance soit couronnée de succès. Après Boké (Basse Guinée), N'Zérékoré (Guinée forestière) et Mamou (Moyenne Guinée), c'est au tour de Kankan (Haute Guinée) d'abriter en décembre 2017 la fête tournante de l'indépendance guinéenne, une initiative du Pr. Alpha Condé, président de la république, pour doter les préfectures et les régions du pays d'infrastructures qui leur font défaut.

Le ministre de l'Administration du Territoire et de la décentralisation, Général Bouréma Condé, s'est par la suite, fait le devoir d'énumérer les différents projets de construction et de reconstruction exécutés ou en cours d'exécution dans la région : Kankan (31), Siguiri (28), Kouroussa (20), Kérouané (19), Mandiana (14). Il a proposé aux participants la mise en place d'une commission de coordination, avec un président, deux vice-présidents, un rapporteur et des membres.

Le MATD a également proposé un certain nombre de sous-commissions : Mobilisation financière, Mobilisation générale ; Transport ; Assainissement et Hygiène publique ; Accueil et Hébergement ; Embellissement et Pavoiement ; Aménagement et Décoration de la tribune ; Restauration ; Sécurité et Maintien d'ordre ; sous-commission culturelle et artistique ; Communication, Presse et Publicité ; Santé ; Rafrâichissements communautai-

res ; Défilé ; Inaugurations. Une intendance et une cellule d'appui à l'organisation des festivités sont aussi à prendre en compte.

Il y a eu dans la foulée des interventions pour faire des propositions, poser des questions ou exprimer des inquiétudes notamment l'implication des préfectures de la région de Faranah.

Le ministre Bouréma Condé et son homologue de la Défense nationale, Dr Mohamed Condé, ont, au nom du chef de l'Etat, rassuré les uns et les autres par rapport aux dispositions prises et aux consignes données pour que la fête de l'indépendance nationale soit belle dans la région administrative de Kankan.

Il faut cependant rappeler qu'aucune date n'est encore retenue pour les festivités dans la capitale de la Haute Guinée. C'est le mois de décembre 2017 qui avait été annoncé par le président de la République dans son discours du 2 octobre dernier.
La rencontre a pris fin dans une atmosphère de satisfaction.

Le Service Communication du MATD



MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER

L'axe Conakry-New Delhi se renforce davantage autour du plan de developpement economique et social (PNDES 2016-2020)



New Delhi, le 06 Novembre 2017.

S.E. Monsieur Mamadi TOURE, Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger, a été reçu en audience par son homologue, S.E. Mme Sushma SWARAJ, Ministre Indienne des Affaires Extérieures,

Au cours de la rencontre, les deux personnalités ont échangé sur un large éventail de questions d'intérêt commun pour la Guinée et l'Inde.

Le Ministre Mamadi Touré a présenté les principaux objectifs du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), et a sollicité l'appui de l'Inde en faveur dudit plan, lors de la réunion du Groupe Consultatif consacrée à la mobilisation des ressources extérieures, prévue les 16 et 17 novembre 2017 à Paris.

La Ministre indienne des Affaires Extérieures a exprimé le soutien de son pays au PNDES, et a affirmé la disposition de l'Inde à allouer de nouvelles lignes de crédits aux projets de développement en Afrique, et à contribuer davantage au renforcement de capacités.

Elle a également invité la Guinée à proposer des projets à financer, tel qu'annoncé lors du troisième Sommet du Forum Inde-Afrique.

Mme Sushma SWARAJ a salué la ratification de l'accord-cadre sur l'Alliance Solaire Internationale (ASI) par la Guinée, et a invité les pays africains à prendre part au Sommet des membres fondateurs de l'Alliance prévu en décembre, à New Delhi.

Se félicitant du soutien exprimé de son homologue en faveur du PNDES, le Ministre Touré a affirmé la disposition de la Guinée à soumettre davantage de projets à financer, et à prendre une part active au prochain Sommet de l'ASI.

service communication du ministere des affaires etrangeres et des guineens de l'etranger

Le Service Communication du MAEGE

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

La Ministre de l'Économie et des Finances présente les perspectives macroéconomiques à la Réunion du Groupe Consultatif à Paris.



Jeudi 16 novembre 2017.

Mme Malado KABA, Ministre de l'Économie et des Finances a participé à la deuxième session intitulée : Vision et stratégies globales de développement lors de la première journée de la réunion du Groupe Consultatif à Paris.

La ministre a commencé son intervention en montrant que la Guinée pouvait réussir à atteindre ses objectifs avec la promotion de la transformation structurelle de l'économie et de la chaîne des valeurs, notamment dans les filières agricoles en passant d'une agriculture à une agro-industrie.

Malado Kaba, a par ailleurs souligné que nous tirions la plupart de nos revenus des exportations minières et qu'à l'aide du PNDES on pouvait diversifier les sources d'exportation avec le développement du secteur énergétique, notamment avec la construction du nouveau barrage (Souapiti) qui devrait placer la Guinée comme un pays exportateur d'énergie de premier plan.

Lors de sa présentation, la Ministre a également démontré que l'économie guinéenne est en pleine crois-

sance. En effet c'est l'une des croissances les plus élevées de la sous-région, malgré la traversée de deux (2) années difficiles et de deux (2) chocs importants : le virus Ebola et la baisse du prix des matières premières. Avec ces contraintes, la Guinée a fait preuve d'une résilience importante et aujourd'hui elle affiche une croissance de 6.6% pour 2017 et elle pourrait atteindre 6.7% pour 2017.

À moyen terme la Guinée vise une croissance annuelle qui tournerait autour de 10%. Nous avons la conviction que le PNDES a le potentiel d'augmenter cette croissance à deux (2) chiffres à l'horizon 2020.

Au niveau des investissements, la situation de croissance a été portée par une affut massif d'investissements directs extérieurs en 2016 qui s'est accompagné d'une forte importation de biens intermédiaires et cela traduit bien évidemment la reprise mais aussi le démarrage de plusieurs projets miniers et de grands projets d'infrastructures au niveau des routes et dans le secteur de l'énergie.

Au niveau budgétaire, la Guinée a été en mesure de résorber son déficit budgétaire avec la réalisation en 2016 et en 2017 d'un excédent au niveau du solde primaire et les efforts d'ajustements ont été remarquables.

Au niveau de la dette publique, le pays présente un taux d'endettement largement inférieur à celui des autres pays de la CEDEAO et cela a été permis par l'allégement dont on a bénéficié au titre de la dette extérieure et de l'initiative des pays très endettés. Malado Kaba a insisté sur la question du réendettement en montrant que cela permettait de financer des investissements productifs en veillant à ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures.

La Ministre a conclu son intervention avec trois (3) mots Rupture, ouverture, envergure : « rupture avec la gestion des décennies passées, ouverture sur le monde et les investisseurs, envergure de la vision et des actions ».

La Cellule de Communication du Gouvernement

MINISTRE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Signature du Projet de reconstruction Coyah-Forécariah et Farmoriah



En mission de sensibilisation à Abidjan, dans le cadre de l'organisation de la réunion du Groupe consultatif et porteuse d'une invitation du Gouvernement adressée au Président de la BAD, Madame Kanny DIALLO, Ministre du Plan et de la Coopération internationale a tenu dès son arrivée à procéder à la signature de cet important projet que les populations de Coyah, Forécariah et Farmoriah attendaient depuis trois ans.

La cérémonie a eu lieu au siège de la BAD, le 31 octobre 2017 à Abidjan. L'accord a été signé conjointement avec le Directeur Régional de la Banque Africaine de Développement M. Janvier K. Litse. Ce Projet, objet de cette signature est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne (UE) et le Gouvernement de la République de Guinée, pour un coût total HT/HD, estimé à 62,24 millions d'unités de comptes (UC), soit 78,08 millions d'euros, correspondant à 778,46 milliards de francs guinéens. Il porte sur la construction de la Route Coyah-Farmoriah sur 75 km avec un élargissant pour la rendre conforme aux normes standards de la CEDEAO.

Le Conseil du Groupe de la BAD a approuvé le 25 octobre 2017 un prêt d'un montant total de 21,22 millions d'UC et un don d'un montant de 17,06 millions d'UC soit un montant total de 38,28 millions d'UC l'équivalent





Kanny Diallo
Ministre du Plan et de la Coopération
Internationale

de 478,765 milliards de francs guinéens soit 61,50% du coût total du projet.

Pour la réalisation rapide de ce projet, le Gouvernement, préoccupé par l'amélioration des conditions de vie de ses populations, a demandé à recourir à titre exceptionnel à la procédure des acquisitions anticipées pour l'acquisition des travaux et services, ce que la Banque a accepté, permettant de faire des avancées pour les travaux routiers avant que le projet ne soit soumis au CA de la BAD.

Madame la Ministre du Plan explique ce procédé par l'importance que revêt ce projet non seulement pour les populations de ces localités, mais aussi pour le Gouvernement guinéen. En effet, il vise la réduction de la pauvreté.

Sur le plan local, il favorisera l'autonomisation des femmes de 12 communes des préfectures de Coyah et Forécariah, l'accès à l'énergie en milieu rural, fournie par des plateformes multifonctionnelles et la capacité des femmes à développer des activités génératrices de revenus.

Sur le plan sous régional, il reliera la Guinée à la Sierra Leone, tout en rendant opérationnel les postes de contrôles juxtaposés à Pamelap, complétant ainsi le chaînon manquant du corridor Guinée Sierra-Léone ; ce qui en fait un projet intégrateur.

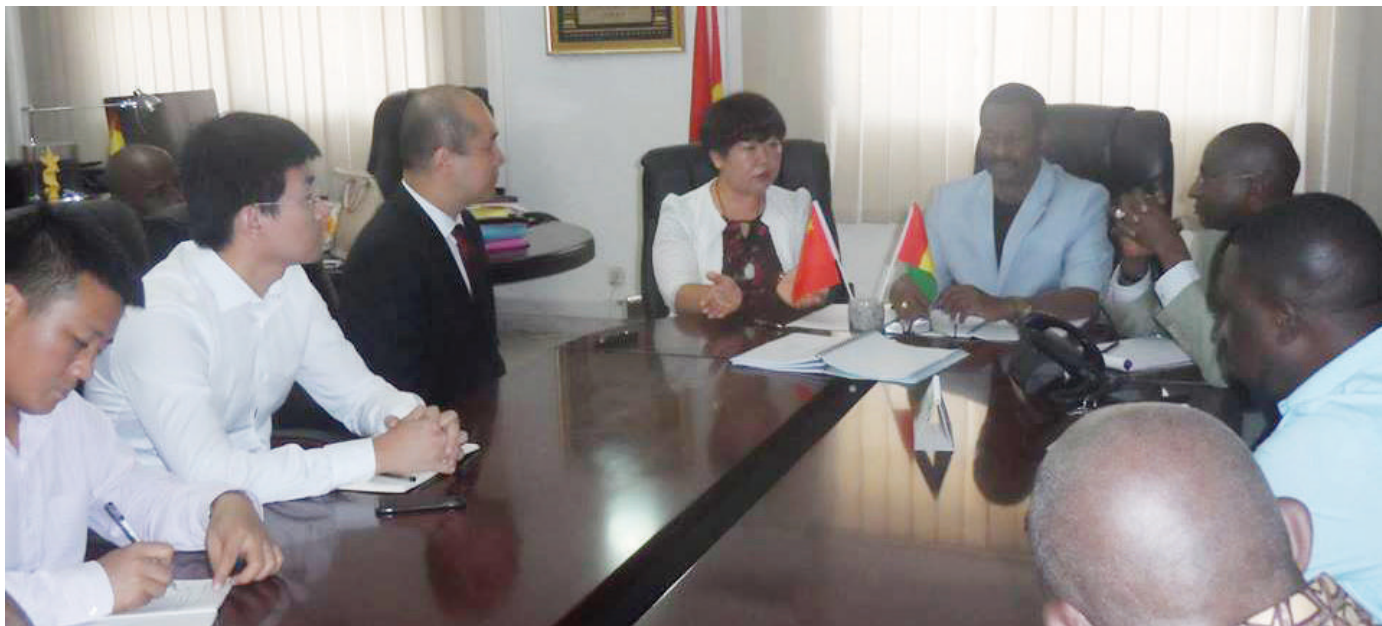
Au nom du Président de la République, Chef de L'Etat,

le Professeur Alpha Condé et des populations guinéennes, Madame Kanny Diallo a remercié les autorités de la Banque et salué la qualité du Dialogue établi avec la Guinée. Ce qui a permis d'aboutir à un partenariat stratégique et plus particulièrement à la signature de cet accord.

Le service de communication du MAEGE

MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

Le Ministre Cheick Taliby Sylla et la Représentante du groupe TBEA, signent l'accord cadre pour la construction du barrage AMARIA



Le Ministre guinéen de l'énergie et de l'hydraulique, Dr Cheick Taliby Sylla, a signé le 6 novembre 2017 avec la représentante du groupe TBEA, l'accord cadre relatif à la construction du barrage hydroélectrique d'AMARIA. Cette cérémonie solennelle a eu lieu en présence des membres de la délégation chinoise et certains cadres du département de l'énergie.

Quelques semaines après la présentation de l'étude de faisabilité et la maquette du barrage au président de la république, la construction du barrage hydroélectrique d'AMARIA vient de franchir une étape importante. Dans la matinée, Dr Cheick Taliby Sylla, ministre de l'énergie et de l'hydraulique et président du conseil des ministres des pays membres de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a signé avec la représentante de l'entreprise du groupe TBEA en Guinée, l'accord cadre relatif à la construction du barrage d'AMARIA. Cette signature ouvre ainsi la voie aux travaux de réalisation de ce barrage.

Situé à 38 km du chef-lieu de la préfecture de Dubréka, le barrage hydroélectrique d'AMARIA aura une capacité de 300 mégawatts.

Selon le patron du ministère de l'énergie et de l'hydraulique, la construction du barrage d'Amara soulagera le pays pour la desserte en électricité ; « il y a quelques semaines, nous avons procédé à la présentation de l'étude de faisabilité au président de la République, et aujourd'hui, nous sommes là pour signer l'accord cadre relatif à la construction de ce barrage.

Cette signature va autoriser le démarrage effectif de la construction de l'avant dernier barrage sur le fleuve Konkouré. Il sera le plus grand barrage construit en BOT en République de Guinée. Les 300 mW prévus seront importants non seulement pour TBEA dans le cadre de sa concession minière, mais aussi pour toute la zone minière, de Sombori jusqu'à Kakandé. C'est donc un grand plaisir, au nom du président de la République, et au nom de Dr Ibrahima Kassory Fofana, ministre chargé des investissements, de signer cette première convention avec TBEA. J'ai grand espoir que d'autres projets seront réalisés dans l'intérêt de notre pays », a expliqué le ministre.

Pour sa part, le porte-parole du groupe chinois, chargé de l'énergie et des mines, TBEA-groupe, a remercié le gouvernement guinéen pour la confiance placée en leur société pour la construction de ce barrage en Guinée. Cette confiance est aussi un signe de renforcement des liens de la coopération entre la Guinée et la République populaire de Chine, entamée depuis les premières heures de l'indépendance.

Rappelons que les travaux de cette importante infrastructure seront officiellement lancés en janvier 2018, et constituera ainsi l'une des infrastructures marquantes du second quinquennat du Président de la République Alpha Condé.

La cellule de Communication du MEH

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Forte affluence autour des produits de la Guinée au Salon de l'Agriculture à Abidjan.



Abidjan, le 21 Novembre 2017.

Depuis le lancement du plus grand évènement agricole en Afrique de l'Ouest, en l'occurrence le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) à Abidjan, le stand de la République de Guinée ne désemplit pas.

Ahmed Walid Safroui est Tunisien, employé d'une société française, vient d'acheter plusieurs ananas Made In Guinée, du label « La Baronne de Guinée. »

«Je suis venu au SARA pour rencontrer des partenaires et faire des affaires. J'ai goûté à cet ananas, il a un goût sucré. En termes de calibre, il est assez gros, différent de ce qu'on trouve en France où les calibres sont plus petits. J'ai adoré, c'est excellent et j'ai acheté pour la famille en Tunisie. Le miel de Guinée, également, je l'ai goûté. Par rapport au miel que je connais en Tunisie, il est un peu plus doux. »

Diakité Amadou Assa, est le gestionnaire de la Coopérative des producteurs d'arachide, de karité et de miel (COPRAKAM), basé à Dabola, au centre du pays. Il est émerveillé par l'affluence des maghrébins et autres nationalités autour du miel qu'il offre pour dégustation. Des contacts sont noués.

«Je félicite les producteurs à la base de ce miel. Cet

intérêt des étrangers prouve que leur travail est de qualité. Il y a des jeunes, femmes et vieux qui sont formés et font la production de miel. Et nous au COPRAKAM, s'occupons du conditionnement et de la commercialisation » dit-il.

A l'en croire, la coopérative « avait du mal à commercialiser » ses produits. Et l'appui du gouvernement guinéen, à travers le ministère à la Présidence de la République chargé de l'Agriculture, qui a sponsorisé le voyage des acteurs agricoles, tombe à pic car la COPRAKAM a la chance désormais de devenir une grande entreprise pour la commercialisation des produits agricoles.

Au moins 200 visiteurs par jour

«Depuis le début –le 17 novembre 2017- vous avez vu l'engouement, par jour nous enregistrons plus de 200 visiteurs ! Nos cartes de visites et flyers sont épuisés. Beaucoup veulent nos pompes en Côte d'Ivoire, au Mali etc... On compte une centaine de demandes de partenariats dont une Chinoise » s'exclame Aguibou Barry, Directeur général de Fapel Guinée, inventeur des pompes à irrigation.

Au stand de la Guinée, Fapel émerveille avec quatre types de pompe dont la pompe à pédale, la pompe

sur brouette, la pompe Sonna2 et la Sonna1. Cette dernière est une grande pompe qui a un débit moyen de 2.000 litres par heure.

«La pompe Sonna 1 a été mise en place par Fapel grâce à l'accompagnement personnel du Chef de l'Etat Pr Alpha Condé qui a instruit tous les services concernés afin que cette pompe soit compétitive sur le plan national et international.

Aujourd'hui, de par sa qualité, par sa technologie de pointe, on est fier de dire que la Guinée a une pompe. Et le monde entier a vu cette pompe guinéenne ici » se réjouit ce Guinéen, primé à plusieurs fois pour la qualité de ses inventions. Il est l'une des attractions au SARA 2017.

Intérêt autour des semences

Le stand de la Guinée a donné également une place à la recherche occupée par l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) qui met sur table plusieurs résultats.

«Les visites sont faites par des personnes morales comme des sociétés, des coopératives agricoles qui prêtent attention aux variétés de riz, de maïs, de l'arachide et les légumineuses. Ils ont des problèmes de semences et ont manifesté directement le besoin d'en acquérir chez nous. Malheureusement, nous n'avons envoyé que des échantillons. On a privilégié la formulation de contrats avec les institutions habilitées en Guinée. Ils ont eu une référence » explique Hadja Madina N'Diaye de l'IRAG.

Selon son collègue, Thierno Sadou Bah, une liste de personnes ayant demandé des semences est déjà élaborée.

Le Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA), «n'est pas une foire pour vendre ou acheter », avait expliqué à l'ouverture le ministre ivoirien de l'Agriculture et du Développement Rural, Mamadou Sangafowa Coulibaly.

Le SARA, continue-t-il, est un «salon feutré » pour promouvoir les échanges professionnels entre acteurs du secteur agricole « en vue de l'accroissement de l'investissement pour soutenir la croissance agricole face au changement climatique. »

La Cellule Communication du Ministère de l'Agriculture.



MINISTRE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Rencontre des membres du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT)



Le Ministre de la ville et de l'Aménagement du Territoire, Dr Ibrahima Kourouma, a reçu le 8 novembre 2017, ses homologues Ministres membres du Comité interministériel d'aménagement du territoire dans le cadre de la mise en place d'un comité technique qui va compiler l'ensemble des projets sectoriels pour que nous ayons une vision cohérente des programmes et projets dans les différents Départements, mais ces programmes et projets doivent être coordonnés par le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire.

Un tour de table a permis aux Ministres présents à cette rencontre d'expliquer aux cadres des différents Ministères, Sociétés d'Etat comme EDG et la SEED et Agence comme APIP, la nouvelle approche viable de travail qui les attend désormais.

Ibrahima KOUROUMA, Ministre de la ville et de l'Aménagement du Territoire :

Messieurs les Ministres d'Etat, Mesdames et Messieurs, à l'issue de la dernière réunion du CIAT avec le Premier Ministre, il a été décidé d'avoir une rencontre des différents Ministères ayant la responsabilité de certains projets devant intervenir directement dans la ville de Conakry. Il y a eu un projet d'aménagement de la ville de Conakry et les Iles de Loos et le projet Conakry Vision 2040 qui couvre la ville de Conakry et les villes environnantes. Lors de cette réunion, nous avons constaté que parfois certains projets étaient pris en compte par certains départements.

Pour éviter des chevauchements et un manque de

coordination, empêchant ainsi certains programmes de se réaliser concrètement, le Premier Ministre a ordonné qu'il y ait cette rencontre au cours de laquelle l'ensemble des différents Ministères concernés sera représenté directement par leurs Ministres, mais aussi par des cadres. Donc nous nous retrouvons aujourd'hui ici afin que les différents projets des différents Ministères soient présentés et, qu'ensemble nous puissions faire un programme et des projets ficelés de façon commune.

Alors avec la permission des différents Ministres, nous souhaitons que ce travail se fasse dans de très bonne condition et, qu'ensemble de façon correcte et honnête nous puissions décliner tous les projets financés par l'Etat pour la ville de Conakry. Ceci permettra à cette coordination du CIAT de prendre toute sa responsabilité pour faire en sorte que nous ayons, comme disait le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Monsieur Kabèlè, un programme commun. Ceci nous permettra de poser des actes durables et fiables et, travailler nécessairement pour que dans un projet de développement urbain, l'étape qui doit précéder l'autre se fasse sans qu'il y ait des problèmes. Cela ne peut se réaliser que lorsqu'il y a une coordination entre nos différents Ministères, qui puisse permettre de gérer correctement les travaux qui doivent être faits

Notre objectif aujourd'hui est de faire en sorte que les différents projets dont dispose chaque Département et qui doivent naturellement rentrer dans le cadre de Conakry Vision 2040, puissent commencer dès aujourd'hui



pour qu'en 2040 nous ayons la nouvelle ville de Conakry. Il n'est pas dit que les projets vont être mis en œuvre à partir de 2040».

Monsieur Oyé Guilavogui, Ministre des Transports :
« Je voudrais ajouter qu'aux aménagistes de la ville, nous n'avons rien à enseigner sur nos infrastructures. Tous les jours, des routes déjà construites sont dégradées. Nous devons nous soucier de la mutualisation des travaux qui s'effectuent en ville. Cette concertation permettra de rassembler toutes les initiatives pour harmoniser la construction. Au-delà de ces infrastructures, comme l'évoquait le Ministre de l'Industrie la dernière fois, il y a un problème qui pose le problème de qui du Schéma Directeur de Conakry ou Conakry Vision 2040 va intégrer l'autre ? Cette question mérite une réponse de la part du Cabinet singapourien Surbana Jurong ».

Maitre Kabèlè CAMARA, Ministre d'Etat à la Sécurité :
« Mesdames et Messieurs les hauts cadres de l'Etat ! Nous avons l'habitude de dire à chacun son métier. Je ne me vois pas en train d'intervenir sur les problèmes de l'Habitat, encore moins l'aménagement du territoire. Je n'en ai pas la capacité, puisque je ne suis pas outillé pour cela. Il y a Conakry Vision 2040 d'un côté, de l'autre il y a un Plan Directeur. Je pense que les deux sont entre les mains des spécialistes autour de cette table. Invitons ces techniciens autour de la table, à nous sortir quelque chose ».

Monsieur Boubacar Barry Ministre de l'industrie, des Petites et Moyennes Entreprises :

« Le CIAT est un organe d'orientation et de décision, à mon avis. Nous avons retenu le principe de nous réunir aujourd'hui pour voir comment mettre en place un comité technique qui va compiler l'ensemble des projets sectoriels pour que nous ayons une vision cohérente des programmes dans les différents Départements avec la coordination du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire. C'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenu la dernière fois. Nous savons qu'il y a un certain nombre de programmes qui sont logés dans certains Départements ministériels qui concourent tous à l'aménagement de la ville de Conakry et ses environs. Nous avons un plan Directeur de la ville de Conakry et environs, en train d'être élaboré avec l'appui de l'union européenne qui a une certaine vision et qui a des stratégies.

Nous avons le plan d'aménagement de Kaloum et des Iles de Loos, qui n'est pas un plan directeur, mais comme son nom l'indique, un plan d'aménagement. Est-ce que ce plan d'aménagement s'intègre dans la dynamique du Plan Directeur ? Aux techniciens de le préciser au CIAT pour que ce dernier puisse prendre les orientations qu'il faut. En plus, définir des projets sectoriels qui bénéficient des financements et, qui sont déjà très avancés dans la phase préparation et bientôt réalisation, pour éviter le chevauchement des programmes dans leurs gestions. L'objectif retenu, c'est la cellule technique et le CIAT, seul organe d'orientation et de décision de tous les projets qui vont rentrer dans l'aménagement de la ville de Conakry. Cela doit être centralisé au Ministère de la Ville et de l'Aménagement.

ment du Territoire pour que le Gouvernement ait une vision claire et cohérente de ce que nous sommes en train de faire. En guise d'exemple, le projet de mise à niveau urbain des marocains à Kaloum, les travaux de la fibre optique, les travaux d'électrification par EDG... doivent tous être mis en ensemble pour qu'il y ait une démarche cohérente, permettant d'avancer d'un seul tenant ».

Le Ministre Moustapha Mamy Diaby, de la Télécommunication :

« c'est un peu difficile quand il s'agit de travailler dans une ville qui existe, à la différence de la création d'une ville où vous pouvez partir d'un ordinateur, dessiner et projeter ce que vous voulez. Il y a plusieurs normes, plusieurs standards qu'il faut prendre en compte dont la sécurité, la mobilité... Toutes ces considérations doivent avoir un point de convergence qui permet de mutualiser les efforts et les infrastructures. Avant de prendre une décision de ce que Conakry doit être en 2040, il est fondamental de savoir ce qu'est Conakry aujourd'hui. Si nous ne tenons pas compte de l'existant, quel que soit le bien fondé des nouveaux programmes, ils seront détruits ».

Désormais, ce seront les cadres des différents Ministères concernés par le CIAT qui vont travailler selon l'approche définie par le CIAT sur tous les différents projets en cours en comité technique.



MINISTRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

Le Ministre des mines et de la Géologie à Boffa pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux du site d'exploitation d'ALUFER.



Dans le cadre du suivi des activités minières, M. Abdoulaye Magassouba à la tête d'une délégation, s'est rendu sur le site du projet de Bel Air Mining (BAM) pour faire l'état des lieux de la construction des infrastructures de la mine de bauxite et sur les questions de contenu local.

En effet, il ressort de la présentation faite par la société que la construction des infrastructures du projet comprend 5 composantes dont :

- une installation d'exportation dédiée, comprenant une zone de stockage et une zone routière, ainsi que la jetée longue de 1,2km ;
- une carrière de granite, qui fournit l'un des matériaux nécessaires à la construction de l'installation d'exportation ;
- une base de vie,
- une route de transport du minerai reliant l'ensemble des zones d'exploitation de la mine ;
- les zones minières Plateau 1 à 6 et aussi la zone administrative de la mine, située au centre des plateaux miniers.

À la date, plus de 51% des travaux ont été réalisés, constituant une avancée remarquable.

Le ministre et Mme le Préfet de Boffa, accompagnés du Conseiller du Président de la République

chargé des Questions minières, du Conseiller de Mission, du Conseiller chargé des Infrastructures, de la Conseillère technique, de la Directrice du Service National de Coordination des Projets Miniers ainsi que du DGA de la SOGUIPAMI, ont tenu à sillonner les différentes composantes du projet minier.

À la suite de la visite de terrain, le Conseiller chargé des Infrastructures dira : « Alufer est dans les délais d'exécution des travaux. La construction de la jetée qui fait aujourd'hui plus de 900 m de long devrait être finie dans les 6 prochains mois au plus tard. Cela permettra de commencer l'installation des convoyeurs pour le transport des minerais ».

En outre, il est à noter qu'Alufer, dans un souci d'application de la politique sectorielle de Contenu Local, sous-traite notamment avec 9 sociétés guinéennes sur 17 sociétés au total dans cette phase de construction des infrastructures. De plus, la société emploie 876 travailleurs dont 555 sont des riverains embauchés dans les villages situés dans la zone d'impact du projet. Pour rappel, le cabinet international KAISER, lors d'une évaluation indépendante des sociétés minières en matière de Contenu Local a encouragé la société minière Alufer, première dans ce classement.

La dernière étape de cette journée a été marquée



par une concertation avec les riverains impactés par le projet dans la localité de Khoundidé. En effet, le ministre Abdoulaye Magassouba et le préfet de Boffa Mme Aïcha Sakho, se sont exprimés devant les notables, les femmes et les jeunes de la localité et écouté en retour les doléances de l'auditoire.

Les notables ont saisi l'occasion pour féliciter le Président de la République pour la mise en place de ce projet dans leurs localités. Les femmes ont quant à elle remercié la société minière pour les activités de maraichages auxquelles elles prennent part aujourd'hui. Les jeunes de la localité ont fait valoir la nécessité du renforcement de leurs capacités, demande que la société a pris en compte.



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Lancement des travaux de réhabilitation des routes préfectorales et communautaires dans la région de Faranah : Etape de Dinguiraye



Madame la Ministre des Travaux Publics a procédé au lancement de la réhabilitation de la route Dinguiraye - Lansanaya - Gagnakaly pour une distance de 63Km avec deux Ouvrages de franchissement.

Ces travaux font partie de la stratégie sectorielle du Ministère des Travaux Publics et du plan National de Développement Économique et Social du Gouvernement conformément au programme de société du Président de la République afin de résoudre le déficit d'infrastructures de base pour un développement durable et inclusif.

Ce lancement étant de concrétiser la volonté du Président de la République, conscient de la place des collectivités rurales dans le développement, à inscrire la réalisation des routes préfectorales et communautaires parmi les quatre priorités assignées au Ministère des TP au mois d'avril 2016.

C'est ainsi que le ministère des Travaux Publics vient d'engager 70 projets, dont 18 d'ouvrages de franchissement dans toutes régions et préfectures. Une autre particularité de ce vaste programme va être un système de transfert de compétences afin que la communauté participe désormais à l'entretien et à la protection de ces routes qui seront réalisées ; il s'agit d'aborder le problème dans ses aspects institutionnels et opérationnels. Le Ministère des TP, les sociétés minières, les transporteurs et autres usagers pourront être mis

à contribution pour maintenir ces routes préfectorales et communautaires en bon état dans l'intérêt de tous. Ces actions entamées seront poursuivies et des nouvelles actions seront lancées.

Madame la Ministre a annoncé la tenue prochaine d'un atelier à Conakry pour définir ensemble la stratégie de mise en œuvre de telles réformes. Cet atelier regroupera les représentants des administrations locales et des élus locaux.



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Visite de Travail du Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail dans la Région des Pays de la LOIRE.

Damantang Albert Camara

Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail, Porte-Parole du Gouvernement



Nantes, le 20 Novembre 2017.

En marge des travaux du Groupe consultatif sur le PN-DES 2016-2020, ce jour lundi 20 Novembre 2017, Son Excellence M. le Ministre de l'ETFP-ET, M. Damantang Albert Camara a effectué une visite de travail à Nantes dans les pays de la Loire. Il était accompagné de : (i) Issiaga Sylla, Attache de Cabinet ; (ii) Dr Baba DIA-NE, Directeur National de la Formation Professionnelle et Technique ; (iii) M. Amara Clssé, Président de l'ONG UQNH ; (iv) Mohamed Alhassane Bangoura, Secrétaire Général de l'ONG UQNH.

Deux temps forts ont marqué cette visite : (i) rencontre de travail avec la Direction des affaires internationales de la Région des Pays de la Loire ; (ii) visite du centre de formation compagnonique des Métiers du Bâtiment de Nantes.

La rencontre de travail avec le conseil régional des pays de la Loire fut une opportunité pour échanger autour du projet CAP Guinée Compagnons 2020 (CCG2020).



A cet égard, le projet a été présenté dans ses grandes lignes. Ce projet, repose sur les valeurs, le savoir-faire et l'expérience métier et formation des Compagnons du Tour de France. Ce qui est de nature à apporter des solutions de formation innovantes et concrètes concernant la formation et l'insertion des jeunes. Il présente une nouvelle manière d'aborder la formation professionnelle en s'appuyant sur les compétences et les besoins du marché guinéen. Il va par ailleurs permettre d'accompagner, par l'innovation, notre politique publique en matière de réforme de la Formation Professionnelle.

Ainsi, à travers la mise en place de 5 filières de formation aux métiers du bâtiment reposant sur les 40 années d'expérience et l'expertise métier des Compagnons du Tour de France, le projet ambitionne une meilleure qualification de l'offre de formation professionnelle comme illustré dans les cinq filières ciblées :

Travaux Publics, réseaux d'eau, VRD (bâtiment et secteur minier)

Gros œuvre et couverture : maçonnerie traditionnelle et de chantiers, taille de pierre, couverture ...

Aménagement et finitions : peinture, carrelage, menuiserie, staff et platerie

Métiers technique : électricité, climatisation, installations sanitaires; énergies renouvelables

Aménagement du patrimoine : charpente, aménagements urbains, conduite de chantier dans le BTP ...

A l'issue de la rencontre, le conseil régional a affirmé sa volonté d'accompagner le projet. Le projet nous intéresse notamment dans le domaine du bâtiment et nous pourrions aider à trouver le financement. La Région des Pays de la Loire est pilote sur les questions de migration. « Nous sommes une région ouverte et le projet correspond à l'état d'esprit de notre région et Nous sommes fiers d'y participer avec les compagnons ».

La suggestion a été faite de trouver une structure référent local en Guinée. Ce qui pourrait être le Gouvernorat de Conakry pour respecter l'esprit de la Région qui n'est pas une institution étatique.

La visite à la Formation compagnonnique des Métiers du Bâtiment (FCBM) de Nantes a permis de découvrir les ateliers et salles de cours des métiers dont entre autres: (i) charpentier bois ; (ii) couvreur Zingueur ; (iii) maçon, tailleur de Pierre ; (iv) Ebénisterie ; (v) Plombier chauffagiste ; (vi) plâtrier staffeur ; (vii) menuisier fabricant ; (viii) peintre ; (ix) carreleur.

Des échanges fructueux ont lieu avec la direction et les équipes de formateurs du centre FCMB-Nantes. A ce titre les principales interventions faites sont:

Discours du Président de la Fédération compagnonni-

que des métiers du bâtiment

Intervention du Président de l'ONG UQNH

Intervention du Représentant du Conseil Régional

Intervention du Représentant du Maire de Saint Sébastien

Discours du Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail

La présentation du Projet CAP Guinée Compagnons 2020 (CCG2020)

Toutes ces interventions ont reconnu la pertinence du projet, dans la dynamique de juguler l'immigration clandestine par la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. Pour les compagnons particulièrement, le projet véhicule des valeurs comme :

La transmission des savoir-faire et savoir-être ;

La recherche de l'excellence et la perfection ;

Le développement des valeurs humaines.

La signature du livre d'or du projet CCG2020, la photo de famille et un cocktail ont mis fin à la visite de travail.

Le Service de Communication du METFPET

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

39ème session de la conférence générale de l'UNESCO à Paris.

Discours de Politique générale du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République de Guinée, Président de la Commission nationale guinéenne pour l'UNESCO, chef de la délégation guinéenne à la 39ème session de la conférence générale de l'UNESCO à Paris.

Madame la Présidente de la Conférence Générale,
Monsieur le Président du Conseil Exécutif,
Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Vous permettrez que mes premiers mots à l'adresse de cette auguste Assemblée soient un message de gratitude et de reconnaissance à l'endroit de l'UNESCO qui n'a ménagé aucun effort pour accompagner notre pays depuis son adhésion à l'Acte Constitutif de l'Organisation.

En prenant part aux travaux de la 39ème Session de la Conférence Générale de l'UNESCO, la République de Guinée par ma voix voudrait apporter aux éminents représentants des Etats membres de l'UNESCO, le salut fraternel et amical du Peuple de Guinée, du Gouvernement guinéen et tout particulièrement du Président de la République, Pr Alpha Condé, Président en exercice de l'Union Africaine.

Il m'est ainsi agréable, au nom de la délégation de la République de Guinée, de féliciter chaleureusement Madame ZOHOOR Alaoui, Présidente de la Conférence Générale pour sa brillante élection. Je suis d'ores et déjà persuadé que ses immenses qualités professionnelles et sa riche expérience lui permettront de conduire avec efficacité les travaux de la présente session. Je voudrais aussi remercier et féliciter Monsieur Stanley Mutumba SIMATAA, Président de la 38ème Conférence Générale pour la qualité des services rendus à l'Organisation tout au long de son mandat.

Notre délégation adresse ses sincères félicitations à Madame Audrey AZOULEY pour sa brillante élection en qualité de Directrice Générale de l'UNESCO par le Conseil Exécutif et la rassure de son total et indéfectible soutien.

C'est avec un réel plaisir, du haut de cette tribune que nous adressons un hommage sincère et appuyé, doublé d'une reconnaissance infinie et de vives félicitations à Madame Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'UNESCO, première femme Directrice Générale de l'UNESCO qui, grâce à ses compétences profession-

nelles et sa riche expérience, a dirigé notre Organisation avec succès.

Madame BOKOVA, la République de Guinée se félicite du soutien de l'UNESCO pour le choix de « Conakry, Capitale Mondiale du Livre en 2017 ».

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, La multiplicité et la complexité des défis qui interpellent nos Etats les moins avancés dans le contexte d'un monde globalisé, invitent certes à une mobilisation de ressources financières, mais aussi et surtout à des réformes de structures et de méthodes tendant à mieux cerner les problèmes et les réalités à la base.

C'est dans cette dynamique que le Gouvernement guinéen a engagé des réformes majeures dans les secteurs de développement, particulièrement ceux de la compétence de notre institution, à savoir ceux de l'Education, de la Recherche Scientifique, de l'Innovation Technologique, de la Culture et de l'Environnement, de l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le cadre de la réalisation des objectifs de déve-



loppement durable (ODD).

C'est aussi dans ce cadre qu'il faut situer la vaste réforme du système éducatif dont les réflexions sont confiées à un groupe de spécialistes dont le travail a permis de faire le diagnostic exhaustif de notre système éducatif en vue de la tenue prochaine des Etats Généraux de l'Education. Ce qui permettra de rénover fondamentalement notre système éducatif, en articulant les différents secteurs, et en privilégiant l'atteinte d'objectifs économiques, sociaux et culturels, qui serviront de fondement à la Guinée émergente que nous ambitionnons de construire dans les 25 prochaines années. Et c'est parce que nous voulons réaliser ce programme en respectant notre environnement et nos valeurs culturelles que nous restons mobilisés autour des projets phares de « conservation des réserves de biosphère des Monts Nimba (Lola), de la forêt de Ziamba (Macenta), du Parc National du haut Niger (Faranah) et du Parc National du Badiar (Koundara) et de « conservation du Sosso-bala et de son espace culturel (Siguiriri) » placés sous la tutelle de l'UNESCO.

Ces projets méritent une attention toute particulière et un soutien actif de la communauté internationale afin de sauvegarder ces éléments constitutifs du patrimoine immatériel et scientifique de l'humanité ainsi que le retour dans nos pays respectifs des biens matériels spoliés.

C'est pourquoi, nous fondons l'espoir que l'UNESCO, grâce à son expertise pluridisciplinaire, soutiendra efficacement les efforts de nos Etats dans la construction des sociétés modernes du savoir.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Nous savons que c'est à travers un savant dosage entre l'Education, la Science et la Culture que l'Afrique pourra se doter de ressources humaines de qualité pour accélérer son développement économique sociale et culturel car, seules des ressources humaines bien formées et bien qualifiées, pourront aider à transformer les immenses ressources naturelles du continent en de véritables richesses indispensables au bien-être de ses Populations.

L'Afrique reste confrontée à des problèmes majeurs qu'il convient de prendre en compte et l'UNESCO de concert avec les autres agences du système des Nations Unies aidera à les extirper de notre continent. Il s'agit de l'analphabétisme, de la famine, des maladies aggravées par les pandémies du VIH/SIDA, de l'intolérance, de la dégradation du Patrimoine Culturel et des valeurs culturelles positives, de la destruction de l'environnement, et de la non-maîtrise de la science et de la technologie.

La persistance et l'aggravation de ces fléaux, rendent encore plus complexes les problèmes de l'éducation

et de la formation dans de nombreux Etats.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement durable (ODD), particulièrement l'objectif n°4, l'UNESCO assurera la mission à elle confiée par le Système des Nations Unies en vue de réaliser la vision holistique d'une éducation de qualité et d'un apprentissage tout au long de la vie.

Pour faire face à ces défis, l'expertise de l'UNESCO est particulièrement requise pour la valorisation des sous-secteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et la création de centres d'excellence.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer, je formule le vœu ardent que l'action de l'UNESCO, notamment en Afrique, s'amplifie et se consolide, à travers des programmes et projets novateurs porteurs de croissance, afin de faire reculer en Afrique, les frontières de la pauvreté, de l'analphabétisme, de l'ignorance, de l'incompétence scientifique et technologique, de l'incompréhension et de l'intolérance sous toutes ses formes.

Je souhaite plein succès aux travaux de la 39ème Session de la Conférence Générale de l'UNESCO.

Vive l'UNESCO !

Vive la Coopération, la Paix et la Solidarité entre les Peuples !

Je vous remercie.
Paris, le 02 novembre 2017

Transmis par la Cellule de Communication du Gouvernement.



EDG ; Deux années de contrat de gestion qui portent leur fruits



**ELECTRICITE
DE GUINÉE**

Electricité De Guinée est la société nationale de production, transport, distribution et commercialisation d'énergie en Guinée avec une mission d'entreprise publique au service de tous les guinéens.

Afin de faire face à la grave crise du secteur de l'électricité en Guinée, Son Excellence le Président de la république Alpha Condé a engagé un plan de redressement global du secteur adopté en 2012 en accord avec les bailleurs de fond. Ce plan vise à redresser durablement le secteur de l'électricité de Guinée. Parmi les axes de ce plan, figure le redressement d'EDG, à travers l'exécution d'un contrat de gestion de quatre années opéré par le groupe Veolia depuis octobre 2015. Un redressement qui s'appuie aussi sur un contrat de performance EDG-Etat et qui a pour objectif d'améliorer les performances techniques et commerciales de l'entreprise et de renforcer les capacités de gestion et des ressources humaines. Deux après le début des contrats de premiers résultats encourageant voient le jour.

I. Les résultats à mi-parcours, une entreprise remobilisée, des signaux encourageants :

a. Amélioration de la performance commerciale

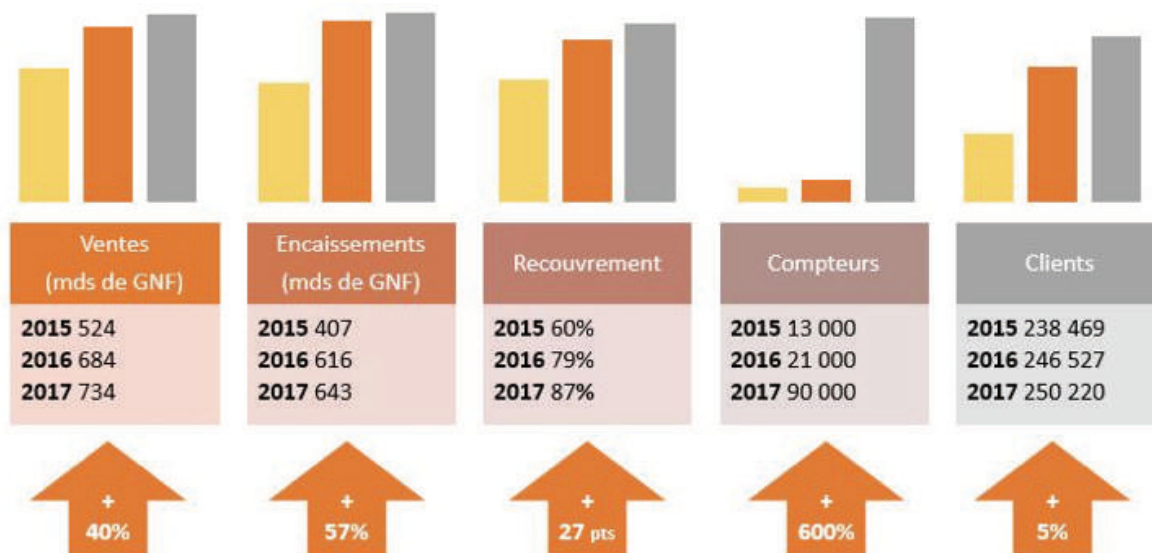
- Pose progressive de compteurs SABOU (plus de 40 000 déjà posés et 90 00 prévus pour la fin 2017)

pour les clients domestiques et professionnels avec deux choix de paiement (pré- et post-paiement) réduisant la facturation au forfait

- Mise en place d'un nouveau logiciel commercial permettant d'optimiser les ventes et de prendre en considération de nouveaux éléments de facturation
- Mise en conformité des comptages des clients MT et gros BT générant un gain récurrent de recettes
- Remobilisation des équipes commerciales et campagne de coupures pour les mauvais payeurs entraînant une hausse du taux d'encaissement
- Déploiement progressif de nouveaux services à la clientèle (centre d'appels ALLO EDG pour le dépannage, réseau tiers, campagnes de sensibilisation, etc.)

Chiffres-clés de la performance commerciale

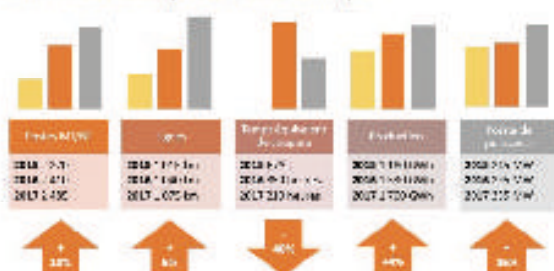
PUBLI-INFORMATION



b. Amélioration de la performance technique

- Elaboration d'un plan de protection des réseaux, d'un plan de maintenance des installations et d'un programme d'ingénierie de formation pour la production, le transport et la distribution
- Optimisation des moyens de production et des ressources avec l'élaboration de plans de production préservant les ressources hydrauliques
- Supervision des projets de réhabilitation ou d'extension des centrales, des réseaux de transport et de distribution
- Remise en état progressive des moyens de production thermique et hydraulique à Conakry et dans l'intérieur
- Villes de l'intérieur : mise en service de nouveaux groupes à la centrale de Kankan et adjonction progressive de MW supplémentaires dans les villes de l'intérieur (Boké, Kouroussa, Mandiana, Kerouané, Boffa)
- Lancement du dispatching national : construction d'une infrastructure moderne de gestion des réseaux grâce au soutien du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement
- Réhabilitation de Kaloum 5 : remise en service d'une centrale thermique à Conakry, à terme 30 MW de capacité disponible supplémentaire

Chiffres-clés de la performance technique



c. Transformation de l'entreprise

- Evaluation des ressources humaines et définition d'un vaste plan de formation visant à renforcer les capacités des agents d'EDG
- Réorganisation de l'encadrement de l'entreprise visant à clarifier le rôle des directions et accroître la productivité et la motivation des cadres
- Informatisation progressive de l'entreprise avec le développement d'un site internet, la mise en place de postes de travail informatisés et la mise en réseau du siège d'EDG
- Mise sous contrôle des dépenses d'EDG, mise en place d'une gestion budgétaire de l'entreprise et élaboration de comptes audités et certifiés conformément aux règles de gouvernance en vigueur
- Mise en place d'un département GHSE : structuration d'une équipe dédiée à l'hygiène, à la sécurité et l'environnement, renforcement des équipements (EPI, EPC) et procédures pour la sécurité des agents
- Mise en place d'une commission de passation des marchés publics : rationalisation des achats avec la mise en place de procédures internes transparentes

Chiffres-clés du renforcement de capacités



II. Les perspectives et priorités:

Pour les années avenir le plan de redressement interne mis en place par l'administrateur général, Mr Abdenbi Attou, se concentre autour de trois volets : Un volet commercial, avec des projets structurants tel que l'installation d'un système de gestion clientèle intégré, la rénovation des agences commerciales, le recensement des clients, la mise en place d'un centre d'appels visant à améliorer la qualité de service clientèle, le déploiement et l'installation systématique d'unités de comptage en post et pré-paiement avec le compteur SABOU, la sécurisation des revenus, l'amélioration des taux de recouvrement et les efforts de réduction des pertes commerciales.

Le volet managérial, à travers la mise en action d'un plan de formation et de développement des compétences des salariés d'EDG qui permettra la montée en puissance d'un encadrement mieux formé à même d'assurer la relève aux postes clés de l'entreprise ainsi que le renforcement du dialogue social.

Enfin un volet technique, avec notamment l'amélioration de la politique de maintenance, la fiabilisation des plans de protection et la poursuite de l'extension et la réhabilitation des infrastructures. Des mesures qui permettront de réduire les temps moyens de coupures sur les réseaux et d'accompagner la croissance de la capacité de production nationale.



ELECTRICITÉ
DE GUINÉE

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

Mission de l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) en Guinée



Le Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation a reçu mercredi la mission de l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) en séjour de travail en Guinée depuis quelques jours.

Cette mission a déjà travaillé avec des cadres de l'Education sur la finalisation du plan d'action du projet ÉLAN (Ecole et Langues Nationales).

Les experts de l'OIF se sont félicités du niveau d'avancement des travaux avec l'Education guinéenne, de l'engagement des autorités de l'Education et de l'accompagnement des partenaires techniques et financiers.

Le Projet ÉLAN est une approche qui vise le bilinguisme dans nos écoles. Autrement dit, l'enseignement d'une de nos langues nationales et du Français. Selon les experts, le reste des travaux consiste pour les autorités de l'Education, à choisir les langues et les zones d'expérimentation.

Le Ministre Ibrahima Kalil Konaté qui attache du prix à ce projet promet de relancer les débats au niveau du gouvernement en vue d'une décision.

Il faut rappeler que l'ELAN est déjà expérimenté dans plusieurs pays d'Afrique et curieusement avec un financement de l'AFD (Agence Française de Développement).

La Cellule de Communication du MENA.



MINISTRE DU COMMERCE

Le Ministre Marc Yombouno à l'usine de INTERNATIONAL CACHEW HOLDING.



Ce n'est qu'une question de jour pour le démarrage des travaux de l'usine de transformation du Cajou International Cachew Holding #ICH dans la préfecture de Dubréka. Le 08 novembre 2017, le Ministre du Commerce, accompagné de son homologue de l'industrie et des PME ainsi que de celui de l'élevage, ont effectué une visite de terrain pour s'enquérir du niveau d'avancement des travaux de construction de cette usine.

Disposant d'équipements modernes répondant aux standards internationaux, les travaux de construction de cette usine ont été lancés au cours de la dernière campagne de commercialisation de la noix de Cajou. A ce jour, plus de 95% des travaux sont exécutés à en croire les responsables. Une raison qui réjouit les visiteurs. « Nous remercions d'abord au nom du gouvernement cet investisseur. Cette usine va faire en sorte que des acteurs, surtout des producteurs vont avoir le courage et la volonté de produire pour que la Guinée soit hissée à un niveau important en tant que pays producteur d'anacarde (...). Les opérations d'exportations qui se dérouleront ici, vont fortement conforter notre monnaie nationale avec le rapatriement des devises issues de la vente de nos produits à l'extérieur » déclare Marc Yombouno.

La construction de cette usine vient renforcer l'initiative





du Chef de l'Etat, Professeur Alpha Condé en matière de développement des cultures de rentes. Une initiative que saluent les planteurs d'anacarde, qui d'ailleurs se disent rassurés de l'écoulement rapide de leurs productions. « Nous aurons encore plus de facilités pour écouler la production que nous avons dans les bras quel que soit le volume » se réjouit Pr Lamine Kaba, Président de la Fédération Nationale des Planteurs d'Anacarde de Guinée.

Cette usine est le fruit d'une collaboration entre un jeune guinéen et un investisseur Russe. Dans quelques jours, les responsables promettent de lancer les travaux. « L'usine a une capacité de traitement de 25 mille tonnes par an de noix de cajou. Si en deux ans, on a pu réaliser une telle installation en Guinée qui peut booster la valeur d'exportation du pays sur le plan international, c'est vraiment une fierté. Nous allons mettre des bouchés doubles pour complètement terminer le travail. D'ici une à trois semaines, nous allons démarrer les travaux » promet Mamadi Bérété, Directeur chargé des achats.

Avec cette industrie, la Guinée compte devenir dans les années à venir, l'un des plus grands pays producteurs de cajou dans le monde.

La Cellule de Communication du Ministère

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Le Ministre Moustapha Naité reçoit le jeune entrepreneur bénéficiaire d'un projet d'autonomisation et de réinsertion économique et sociale des jeunes dans le cadre de l'énergie solaire



Le PNUD en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse, avait lancé un appel d'offres pour la fourniture et l'installation des équipements solaires (électrification) de sept unités conjointes des zones frontalières : Fangamadou, Ouéndé kènèma, Nongoa et Tékoula dans la préfecture de Guéckedou ; Daro, Koyama dans la préfecture de Macenta et Diécké dans la préfecture de Yomou.

L'objectif général du projet consiste à mobiliser les jeunes hommes et jeunes femmes dans une dynamique de synergie avec les leaders politiques locaux et les services de sécurité afin de réduire les actes de délinquance et de violences urbaines dans trois communes, à travers une insertion économique et sociale, et un engagement citoyen des jeunes désœuvrés. Ces actions seront soutenues par des activités de sensibilisation sur la citoyenneté et la paix avec un engagement actif des populations locales et des jeunes dans le projet.

Parmi les entreprises soumissionnaires, c'est l'entreprise Bilaré Groupe Services/Énergie Solaire, sise à Sandervalia, Commune de Kaloum, spécialisée dans les études, les conseils, la formation la fourniture, l'installation et l'entretien des équipements solaires qui a été retenue pour réaliser ces travaux dans les localités citées plus haut.

C'est dans ce cadre que le jeune Chef d'entreprise, Mamadou Alpha SOW (Alpha Bilaré) a été reçu le 9

novembre 2017 par le Ministre de la Jeunesse M. Moustapha Naité, en présence de Madame la Directrice Nationale de l'Insertion économique et sociale des Jeunes.

Prenant la parole, le bénéficiaire de cet appel d'offres a remercié le Ministère de la Jeunesse pour l'accompagnement institutionnel qui a favorisé l'obtention de ce contrat.

Il a mis l'occasion à profit pour exprimer sa volonté aux autorités du Ministère pour conduire à bien ce projet afin de mériter la confiance du Programme des Nations Unies pour le Développement.

En réponse, le Ministre de la Jeunesse s'est réjoui du choix porté sur ce jeune modèle et l'a félicité d'être retenu pour la mise en œuvre de ce projet d'électrification des zones ciblées.

Il a également réaffirmé l'engagement de son département pour l'accompagner en vue de conduire non seulement ce projet mais surtout d'autres initiatives qu'il envisagera pour l'expansion de son entité.

Le Ministre NAITE a saisi l'occasion pour inviter les autres jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat en vue de favoriser leur autonomisation et de booster l'employabilité d'autres jeunes.

Il faut signaler que dans le domaine de l'emploi des jeunes et des femmes, le projet vise concrètement la création de 500 emplois, dont 300 dans les activités de haute intensité de main d'œuvre d'aménagement des quartiers, 100 à travers les activités génératrices de revenus et 100 en qualification dans les métiers du photovoltaïque.

La mise en œuvre des différentes activités sera précédée par un dialogue et échange avec les jeunes pour connaître leurs vraies attentes vis-à-vis de la société et leurs besoins réels.

#Entrepreneuriat

MINISTRE DES PÊCHES, DE L'AQUACULTURE, ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME

Atelier national: Revue/Analyse de la contribution des politiques et stratégies nationales.



Le Ministre des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime S.E.M Frédéric LOUA a procédé ce mercredi 25 octobre 2016 à l'Ouverture de l'Atelier portant sur la revue/analyse de la contribution des politiques et stratégies nationales de la Pêche et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de Guinée.

Cet atelier qui s'étend sur deux jours, vise à examiner et valider le rapport relatif à la problématique citée plus haut. La rencontre va déboucher sur l'identification d'actions prioritaires permettant d'atteindre les objectifs visés par la CEDEAO à travers la mise en place d'une politique régionale techniquement enrichie par des propositions en relation avec les 4 dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une part et d'autre part l'éradication de la pauvreté en Afrique de l'Ouest.

Pour le Représentant de la FAO en Guinée " de telles cérémonies constituent des moments forts entre l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Guinée. Elles traduisent le dynamisme et la diversité de cette coopération dans des secteurs aussi importants comme la pêche et l'aquaculture" dit-il.

Cet atelier est une suite logique des démarches entreprises par la commission de la CEDEAO pour doter ses

États membres d'une politique régionale des Pêches et de l'Aquaculture dans le dessein de satisfaire les recommandations des chefs d'États africains qui ont, à Malabo (Guinée Équatoriale), voulu pour l'Afrique une politique harmonisée des pêches et de l'aquaculture principalement orientée vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations africaines. C'est dans ce cadre que l'Union européenne a accepté la requête de la CEDEAO pour le financement du programme « Impact, Résilience, Durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans son discours d'ouverture, le Ministre des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime dira : « Notre Gouvernement dans sa ferme volonté de garantir un approvisionnement correct et régulier des populations en poisson et promouvoir les emplois-jeunes a organisé en 2013, les États généraux du secteur de la pêche. Pour atteindre les objectifs, il a recommandé de revoir la politique, redevenir la stratégie et identifier un plan d'action soutenu par des programmes et projets susceptibles de faire du secteur un véritable moteur de croissance de l'économie nationale ».

Pour le Ministre Frédéric LOUA, les deux premiers axes de cette nouvelle politique visent principalement l'approvisionnement des populations en produits halieutiques notamment le poisson qui constitue en Guinée, une denrée de première nécessité pour la majorité de

la population.

A rappeler que ce programme résulte d'un partenariat entre l'Union européenne et la FAO dont l'objectif est de fournir un mécanisme d'assistance politique pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques 1 et 2 de la FAO à savoir :

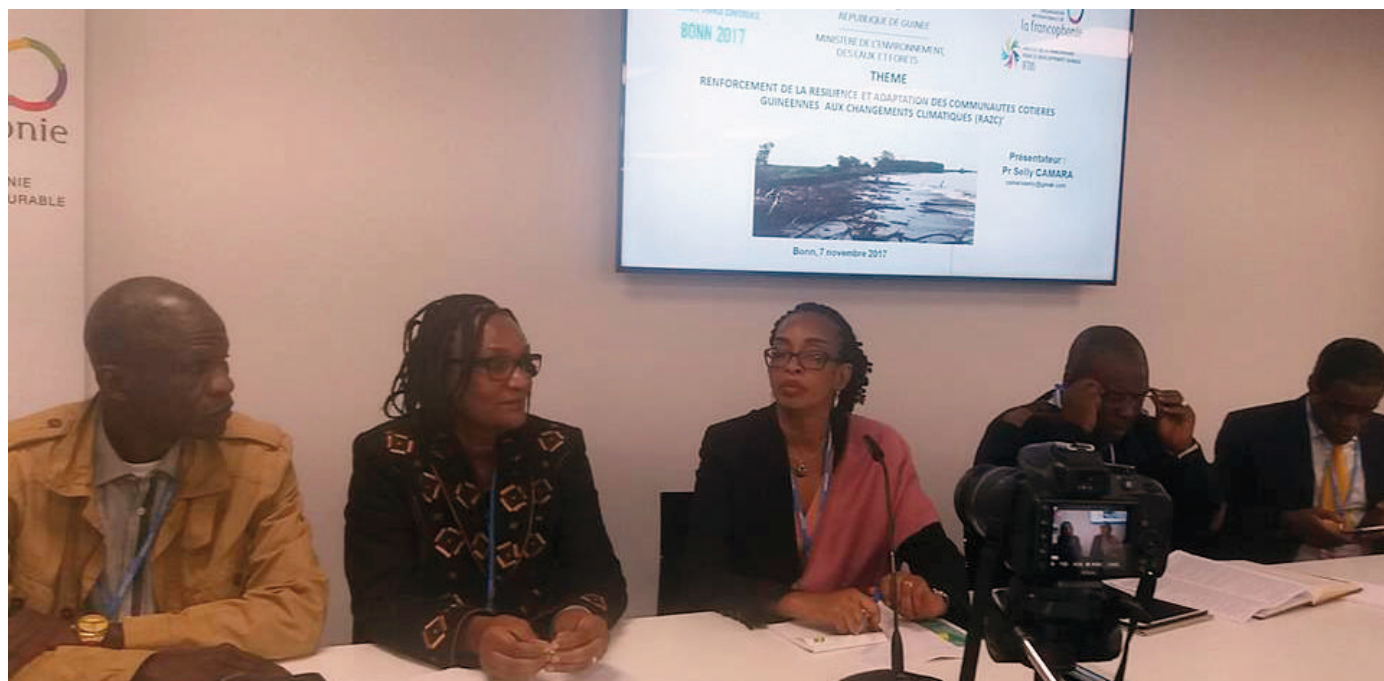
1- Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la mal nutrition

2- Intensifier et améliorer de manière durable la fourniture des biens et services par l'Agriculture, la foresterie et les pêches.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORÊTS

23ème session de la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique.



L'Institut de la Francophonie pour le développement (IFDD) a parrainé les communications de trois experts guinéens aux travaux de la 23ème session de la convention cadre des nations unies sur le changement climatique. Une session qui a connu la forte participation des cadres guinéens, sénégalais, djiboutiens, mauritaniens, français et ceux des institutions de la francophonie.

C'est devant un parterre de techniciens que les experts guinéens se sont relayés en abordant chacun diverses problématiques sur la bonne gestion de l'environnement.

La première communication faite par Professeur Selly Camara a traité du renforcement de la résilience et adaptation des communautés côtières guinéennes aux changements climatiques. Un projet dénommé (RAZC). Dans son introduction, le présentateur a fait une brève description du littoral guinéen. Une zone côtière qui, selon lui jouit d'un climat tropical humide ; Cependant, déplore Professeur Selly, selon les résultats des dernières statistiques, la zone connaîtra une augmentation du niveau de la mer d'où la mise en œuvre du projet de résilience et de renforcement de capacité.

La seconde présentation traitait des Technologies appropriées pour l'atténuation/adaptation au Changement Climatique dans la Mangrove guinéenne : un

thème présenté par madame Billy Sow, chercheuse de son état. Elle s'est focalisée sur l'impact de la mangrove dans la vie des femmes du littoral. Les défis de la pauvreté en Guinée, ceux environnementaux et les risques identifiés dans le document de la première communication sur le changement climatique, l'impact sur l'économie en zone côtière dans la production traditionnelle du sel avec son corollaire de conséquences sur l'environnement et l'état de santé des femmes qui en seront affectées.

Les aires marines protégées et l'économie bleue aura été la dernière communication en cette deuxième journée dans le pavillon de la Francophonie à Bonn en Allemagne. Une thématique d'actualité présentée par le Colonel Aboubacar Oularé, point focal de la biodiversité au MEEF.

Ce concept d'économie bleue prend en compte des bénéfices écologiques, économiques et sociaux, en plus des outils d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique, ainsi que la conservation côtière et marine surtout dans les aires marines protégées. L'occasion pour Aboubacar Oularé d'informer les participants de la session de 4 types d'économies dont celle verte et bleue. Au terme des échanges, des questions de compréhension sur la gestion de la mangrove et la résilience en zone côtière, ont été adressées aux panélistes. Prenant part à la session sur des

solutions climatiques dans l'espace francophone, la Ministre Assiatou Baldé a remercié les partenaires de l'organisation de la Francophonie à travers son institut pour le développement durable (IFDD).

La Cellule de Communication du MEEF



MINISTRE DE LA CULTURE, DES SPORTS, ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE

Quinzaine artistique régionale 2017 sous le Haut Patronage du Président de la République



Sanoussi Bantama Sow
Ministre de la Culture, des Sports et
du Patrimoine Historique



DÉCLARATION DU MINISTRE DES SPORTS, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La quinzaine artistique régionale 2017 sous le haut patronage du Président de la République ,Chef de l'État ,Professeur Alpha Condé, placée sous l'égide du Gouvernement en prélude du 16ème festival national des arts et de la Culture prévu du 27 novembre au 03 décembre 2017.

Cette quinzaine se déroule autour du thème "Consolidation de la paix ", elle a pour entre autres objectifs , de développer et d'entretenir une culture de paix d'amplifier la renaissance culturelle, de susciter et entretenir une conscience collective, de tolérance et de pardon en vue de bâtir une nation prospère.

Durant cinq jours, cette quinzaine artistique se déroule simultanément dans les huit (8) régions Administratives du pays, 33 préfectures et les 5 communes de Conakry avec la participation de 2000 artistes, qui vont réaliser 185 représentations dans les disciplines artistiques (Percussions, ensemble instrumental, orchestre moderne, ballet, théâtre, slam, humour, chœur).

L'organisation de cette quinzaine artistique régionale constituera un tremplin pour l'encrage d'une culture de paix et l'exaltation des valeurs fondamentales, des traditions et croyances positives et de solidarité entre

les fils et filles de la Guinée .

Je demande au peuple de Guinée, aux médias publics-privées , promoteurs culturels ,la jeunesse à accorder une place de choix pour la valorisation de notre patrimoine culturel qui va pour booster la création des œuvres de l'art de l'esprit .

Le gouvernement pour sa part sous la clairvoyance et le leadership du Président Alpha Condé mettra tout en œuvre pour accompagner le Ministère des sports, de la Culture et du Patrimoine Historique. .

Vive la Quinzaine Artistique Régionale 2017.

Vive la culture, facteur de rapprochement des communautés.

Vive la Culture au service du développement durable.
Vive le Président de la République, Professeur Alpha Condé, "Protecteur des Arts et des Lettres.

MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FÉMININE ET DE L'ENFANCE

Célébration de la Journée Internationale de l'Enfance en Guinée



C'est sous le thème « Les enfants prennent le lead pour lever les freins qui entravent l'accomplissement de leurs droits » que la journée internationale de l'enfant a été célébrée à Conakry, sous la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance.

Depuis son adoption le 20 novembre 1989, la convention relative aux droits de l'enfant (CDE) est célébrée chaque année dans plus de 180 Etats et Territoires à travers le monde. La Guinée à l'instar des autres Etats, célèbre la Journée du 20 novembre pour marquer l'anniversaire de l'adoption et de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant.

A l'occasion de cette célébration, les enfants ont pris le pouvoir à l'assemblée nationale où ils ont participé à la session parlementaire sur le budget national 2018 sensible aux enfants. A l'entame de la dite session, La présidente des enfants du parlement, Assiatou Fofana a souhaité que le financement des vaccins et coûts inhérents à la vaccination soient augmentés afin de sécuriser l'accès universel des enfants à la vaccination. Elle a également formulé le vœu que la nutrition soit dotée d'une ligne budgétaire conséquente pour faciliter l'acquisition des aliments thérapeutiques indispensables et nécessaires pour sauver la vie à environ 120.000 enfants qui chaque année, souffrent de la forme la plus mortelle de la malnutrition.

Poursuivant, la présidente des enfants du parlement a sollicité l'accroissement du financement du préscolaire notamment pour la prise en charge des éducateurs du préscolaire afin de donner aux enfants un bon départ dans la vie. Car selon elle, c'est le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse faire.

Par ailleurs, Assiatou Fofana au nom du parlement des enfants à cette occasion a souhaité encourager l'augmentation de l'allocation de ressources adéquates aux différents secteurs concernés afin de poursuivre la mise en œuvre des politiques et programmes de protection de l'enfant contre toutes formes de violences, abus et exploitation.

Présent à cette célébration, le représentant de l'UNICEF, Marc Duben s'est exprimé sur le choix du thème de cette année. Pour lui, les enfants prennent le lead c'est la capacité qu'il faut leur donner pour qu'ils soient des vrais acteurs du développement au sein de la nation mais surtout au sein de leur communauté. Selon lui, pour prendre ce lead il faut qu'ils soient outillés notamment à travers une bonne santé et surtout une éducation de qualité. Donc par conséquent pour formaliser un leader de demain ça se fait aujourd'hui. Dit-il. Par ailleurs, il a affirmé que cela reste la priorité de l'UNICEF Pour les cinq prochaines années à venir. Dans son allocution, la Ministre de l'action sociale et de la promotion féminine et de l'enfance, Mariam Sylla a



estimé que la célébration de cette année est un peu spéciale parce que ces enfants sont eux mêmes au cœur de l'agenda international qui les préoccupe et intéresse. Selon elle, depuis que cette convention a été ratifiée, beaucoup d'appuis ont été enregistrés en Guinée. Toutes fois, elle a affirmé qu'il y'a encore de gros efforts à fournir pour faire face aux défis qui assaillent les tout petits, qui sont l'avenir de la nation. Ces défis pour elle, sont :

- La déscolarisation des enfants,
- La mendicité,
- qlq'excision,
- Le mariage précoce, en annulant complètement les opportunités que ces jeunes ont pour être les filles dignes de cette nation.

Selon elle, Ces défis sont également le handicap que les enfants peuvent éviter mais par manque de vaccination ou parce que tout simplement les familles et les communautés n'ont pas compris les avantages de la vaccination, ils se retrouvent avec des enfants handicapés. Poursuivant, Mariam Sylla a souligné que La Guinée occupe une place qu'elle ne souhaiterait pas citer, mais l'enquête démographique révèle que 97% des filles guinéennes sont excisées.

C'est pourquoi, quand ces enfants se sont exprimés, elle a retenu deux choses : la première, c'est La prise de conscience des enfants et le pourcentage qu'ils

demandent pour pouvoir corriger les problèmes qui les assaillent et la deuxième chose c'est un plaidoyer qu'elles adressent aux honorables députés afin qu'un budget soit alloué pour ces enfants et que l'argent obtenu par les partenaires financiers ne soient pas totalement investis dans les infrastructures.

Pour terminer son adresse, Madame la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance a remercié le Président de l'Assemblée nationale, qui a bien voulu faciliter la tenue de cette session spéciale qui, cadre parfaitement avec la célébration de la journée internationale des enfants, mais également L'UNICEF pour son accompagnement.

La Cellule de Communication du Gouvernement

MINISTRE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Ouverture des travaux de l'atelier pour l'appropriation du schéma directeur et de la directive régionale sur la réforme et la régulation postale en Afrique de l'Ouest.



Le secrétaire général du Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Economie Numérique, Elhadj Morlaye Youla a procédé ce mercredi 15 novembre, au lancement des travaux de l'atelier pour l'appropriation du schéma Directeur et de la directive régionale sur la réforme et la régulation postale en Afrique de l'ouest dans un complexe hôtelier de la place. L'objectif global de cet atelier est d'améliorer les activités de régulation postale sur le marché guinéen. Elle vise également à sensibiliser les opérateurs postaux sur l'importance de fournir les données et informations relatives au secteur postale.

A l'entame de la cérémonie d'ouverture, Le Directeur Générale de l'autorité de régulation des postes et télécommunication «ARPT», Chérif Adjibou a exprimé sa profonde gratitude et satisfaction au ministre en charge des postes et télécommunications et de l'économie numérique pour son implication personnelle à l'organisation de ce présent atelier. Il a également remercié tous les participants venus d'ailleurs pour partager leurs expériences avec eux en matière de régulation postale. Selon lui, le marché postal continue d'enregistrer les réformes sur le plan institutionnel mais aussi sur le plan légal et réglementaire au titre duquel on peut citer :

l'ouverture du marché à la concurrence.

Pour lui, la principale mission de l'autorité de régulation est de favoriser le développement de ce marché tout en payant l'instauration et en veillant aux respects des principes d'une concurrence saine et loyale.

Par ailleurs, Chérif Adjibou a estimé que le présent atelier est envisagé afin de créer pour les acteurs, un cadre au sein duquel ils vont échanger et s'accorder sur les principes et modalités qui renforcent les activités postales qui se veulent favorables à un développement harmonieux du secteur postal en république de Guinée.

Dans son discours, le secrétaire général du ministère des postes et télécommunications et de l'économie numérique, Elhadj Morlaye Youla a, au nom de son Ministre, souhaité la bienvenue et remercié l'ensemble des acteurs qui ont bien voulu répondre présent à cet atelier.

Poursuivant, Elhadj Morlaye Youla a souligné que cet atelier devra servir de cadre pour échanger ensemble sur les défis liés à la régulation et au développement du secteur postal en pleine mutation en Guinée.

Selon lui, le Gouvernement Guinéen à travers le minis-



rière des postes et télécommunication et de l'économie numérique, entend faire contribuer pleinement le secteur de la poste guinéenne à l'essor de l'économie nationale.

Sous le leadership du Ministre Moustapha Mamy Diaby, ce secteur enregistre une nouvelle dynamique. Dit-il. Cette dynamique se traduit par des avancées comme :

- La réforme de cadre légal consacré à la promulgation de la loi L2016/036 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 2005/017 du 08 septembre 2005 relative aux services de la poste.

- La restructuration de la poste guinéenne ;

- La reprise des activités financières en reprise de la poste guinéenne.

Le présent atelier dont l'objectif est d'informer et de sensibiliser les acteurs concernés sur les enjeux d'une régulation postale, s'inscrit en droite ligne avec cette dynamique. En effet, le secteur postal se repositionne petit à petit pour offrir une gamme de produits à valeur ajoutée et jouer un rôle déterminant dans le processus de développement socio-économique par le billet de l'inclusion financière du commerce électronique et en ligne du transport de colis... Pour lui, l'accomplissement d'un tel rôle requière de la responsabilité des opérateurs publics et privés à travers le respect des textes légaux et réglementaires régissant l'exercice de l'activité

postale, de l'inéquation mais aussi de la collaboration avec le régulateur afin que le marché puisse exprimer tout son potentiel et que l'économie tout entière en tire le profil maximum.

Pour terminer, il a exhorté les participants à faire de cette journée une belle opportunité d'échanges en vue d'actualiser et d'harmoniser les points de vue et les enjeux de la régulation qui se veut collaboratrice et au service d'un marché postal qui prospère pour jouer sa partition dans le processus global de développement socio-économique de la nation guinéenne.



MINISTERE DE LA SANTE

Le Ministre de la Santé reçoit le Bureau du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens de Guinée (CNOPG) .



Dans son audience du 8 novembre 2017, le Ministre de la santé a reçu les membres du bureau du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens de Guinée (CNOPG) accompagnés des nouveaux élus des sections pharmaceutiques A et B sous la conduite de la Présidente de l'Ordre.

Dans son intervention Dr Hawa Diakité présidente du CNOPG a remercié Son Excellence Dr Abdourahmane Diallo, Ministre de la santé au nom de toute la délégation en ces termes « Nous vous remercions de recevoir, sachez que nous sommes très heureux d'être ici, nous sommes honorés. Soyez rassurés Monsieur le Ministre que nous sommes disposés et engagés à travailler avec vous pour que la profession retrouve son identité. Depuis plus de 6 ans nous nous battons et nous sommes très content de notre succès ensemble où bon nombre de vos prédécesseurs n'ont pas réussi pour ne pas dire échoués. Vous avez réussi avec un grand honneur M. le Ministre. Nous vous félicitons sincèrement. Nous sommes ici pour vous présenter notre équipe et poser des doléances ». « Voici les points de nos doléances sur lesquels nous sollicitons votre assistance :

- Obtenir un siège, en fait, l'hôpital Donka abritait les bureaux de l'ONPG
- Prolifération des officiers dans les Centre de Santé
- Suspension des DCI existants déjà
- Existence de molécule sans aucune justification
- Délivrance d'agrément pour l'intérieur du pays

- Financement des jeunes pharmaciens pour l'intérieur
- Nomination du Magistrat
- Moyens logistiques pour nos bureaux
- Suppression des grossistes non installés »

M. le Ministre, notre objectif principal est de remettre de l'ordre dans la maison et vous pouvez compter sur nous. Je vous réitère notre engagement et notre disponibilité à travailler avec vous. »

Le Directeur National des Services Hospitaliers et des Soins (DNEHS) a aussitôt remercié la Présidente de l'Institution et toute sa délégation qui l'accompagne avant de revenir sur les doléances posées que « je trouve très fondées . Travaillons ensemble sur un projet d'accompagnement des jeunes à s'installer en milieu rural. Nous sommes heureux que vous soyez installés, on va démarquer notre combat. » indique-t-il

Dr Abdourahmane Diallo, Ministre de la santé prenant la parole a à son tour remercié tous ceux et toutes celles qui ont fait le déplacement. Il a fait la situation des problèmes pharmaceutiques auxquels le Ministère de la santé et les pharmaciens eux-mêmes restent aujourd'hui confrontés comme : l'installation anarchique des officines, la pléthore de grossistes plus que le Sénégal, le Mali et le Bénin réunis, et tout ce que vous savez précise -t-il. Avant d'aborder les doléances posées,



Abdourahmane Diallo
Ministre de la Santé



M. le Ministre est revenu sur le travail qui a été abattu depuis son arrivée à la tête du Département sur la résolution des problèmes pharmaceutiques à travers la revue administrative et la visite de terrain. L'idée est de maintenir ceux qui sont dans les normes, conformément aux lois pharmaceutiques. Les pharmacies / officines constituent un sérieux problème. A Conakry, sur 138 quartiers, 29 sont sans aucune officine. Certains quartiers par contre ont jusqu'à 9 officines. Cette répartition des officines à Conakry n'est pas équitable. Il y a des normes que nous devons respecter selon l'importance de la population et selon les zones disponibles non couvertes.

Quant aux doléances posées, je sais que les attentes sont énormes affirme le Ministre, il y a les textes, etc. mais faites-nous des propositions techniques. les PTF veulent bien nous accompagner. Le Ministre a donné dans les détails des actions déjà engagées par le Ministère qui vont dans le même sens sous les applaudissements des pharmaciens.

Avant de terminer, le Ministre a rassuré de sa disponibilité, Il doit y avoir des relations proches et transparentes entre le CNOGP et le Ministère de la Santé. A cet effet, le Ministre a demandé de planifier des rencontres périodiques et je compte sur vous affirme-t-il. C'est sur ces mots qu'a pris fin la première rencontre entre les autorités du Ministère de la santé sous la conduite du Chef de Département et les membres du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens de Guinée (CNOGP) avec en tête la nouvelle Présidente Dr Diakité Hawa.



MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

A Coyah: Lancement Régional de l'Identification biométrique.



Dans le cadre du recensement biométrique additionnel des pensionnés, des contractuels temporaires et des agents en attentes d'enrôlement, le Ministre de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration Monsieur Billy Nankouman Doumbouya, a procédé au Lancement régional de l'Identification Biométrique à Coyah le Mercredi 15 novembre 2017. Accompagné des membres du Cabinet sous la conduite du préfet de Coyah, Dr Ibrahim Barboza Soumah, deux interventions ont marqué cette cérémonie de lancement régional.

La première intervention a été celle du Préfet de Coyah qui, dans son allocution a souhaité la bienvenue au Ministre et sa suite avant de se réjouir et remercier le MFPREMA du choix porté à la préfecture de Coyah parmi tant d'autres pour le Lancement au niveau régional de l'identification biométrique. Il a précisé dans que sur un effectif total de 2347 fonctionnaires dont compte la préfecture de Coyah, 2272 ont été recensés en 2014 et 75 fonctionnaires sont en attentes d'enrôlement. A ce jour, la préfecture a un effectif de 2656 personnes, toutes catégories confondues à recenser pour cette seconde phase. Il a terminé son allocution par remercier tout d'abord le Président de la République pour ses efforts constants dans le cadre de l'Amélioration des conditions de vie des travailleurs et le Ministère de la Fonction Publique pour la lucidité avec laquelle il dirige

cette opération de recensement biométrique.

La seconde intervention a été celle du Ministre de Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration, Son Excellence Monsieur Billy Nankouman Doumbouya. Il a d'abord remercié les autorités préfectorales de Coyah pour la grande mobilisation avant d'aborder les raisons du choix porté à la préfecture de Coyah, l'objectif du recensement biométrique et les résultats attendus de cette opération. Le Ministre a précisé que l'objectif du recensement consiste à maîtriser l'effectif des agents de l'Etat et la masse salariale. Il a invité toutes les personnes concernées à venir se faire enrôler pour leurs propres intérêts. Il a ensuite exhorté les agents recensés à observer le maximum de patience et de respect à l'endroit des personnes du 3ème âge, notamment les retraités qui ont tant donné pour ce pays. C'est sur les mots de remerciements des autorités préfectorales de Coyah des dispositions prises pour la réussite du Lancement que le Ministre officiellement lancé au niveau régional de l'Identification biométrique à Coyah.

La Cérémonie de Lancement a pris fin par la remise des récépissés aux trois premières personnes enrôlées.

Le service de communication MFPREMA



LA GUINEE A L'ETRANGER

**S.E.M. Saramady Touré,
Ambassadeur de la Guinée au Canada**

Ancien Ministre de l'environnement, puis de l'élevage, Monsieur SaraMady Touré, pédologue de formation, est entré en diplomatie pour œuvrer au raffermissement des liens de coopération entre la Guinée et le Canada.

Bonjour Monsieur l'ambassadeur, merci de nous accorder cet entretien que nous démarrons en sollicitant une brève présentation de votre parcours !

Je suis SaraMady Touré, Ambassadeur de la République de Guinée au Canada où j'ai présenté mes lettres de créances en 2014, le 16 Décembre précisément mais à ma prise de service, le poste était vacant depuis près de 9 ans. Nous y avons donc trouvé à l'époque pas mal de défis à relever, à l'interne au niveau de la mission elle-même, comme dans nos relations avec le pays d'accueil, en l'occurrence le Canada.

Que sont maintenant les relations diplomatiques entre Ottawa et Conakry ? Quelles ont été les dispositions pour redynamiser les relations dans l'intérêt des deux pays?

Nos relations étaient à un niveau assez faible, puisque depuis 2005, l'ambassade du Canada en Guinée, avait été fermée pour des raisons liées aux rapports entre nos deux pays mais aussi, pour des questions internes au Canada. Jusqu'à présent cette situation persiste et c'est l'un des défis à relever. Nous avons trouvé un dossier en cours, qui concernait la négociation d'un accord de protection et de promotion entre les deux pays. Nous avons abouti à la signature d'un accord bipartite à Conakry en Avril 2016. Ce succès a ouvert de grandes perspectives à nos relations bilatérales, dans la mesure où les hommes d'affaires des deux côtés de l'Atlantique, Guinée-Canada et vice versa, sont situés et rassurés quant à la protection de leurs avoirs quand ils investissent. Je voudrais d'ailleurs en profiter pour lancer un appel aux hommes d'affaires guinéens, pour les rassurer que désormais, toutes les affaires qu'ils peuvent faire avec le Canada seront protégées par un accord qui engage l'état guinéen, et donc leurs avoirs et biens et tout ce qu'ils investiraient. Nous affirmons également la même chose aux hommes d'affaires canadiens ; l'accord est un instrument juridique extrêmement important pour tous les partenaires de la Guinée. Les relations entre les deux pays sont considérablement améliorées, contrairement à ce qu'elles étaient il y a deux ou trois ans à peine.

En septembre 2016 une importante délégation guinéenne conduite par le Premier ministre Mamady Youla, avait pris part à la cinquième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Montréal. Quel avait été le rôle majeur de la Guinée à ce rendez-vous?

Cette visite a été une occasion formidable pour notre pays au Canada. C'était une mission soigneusement





préparée par l'ambassade et le ministère guinéen des affaires étrangères d'un côté, et le ministère fédéral canadien des affaires étrangères de l'autre. La visite de Mr le Premier Ministre a été une occasion de grande visibilité pour notre pays puisque la Guinée était à l'honneur un peu partout mais je veux rappeler qu'avant Montréal, le Premier Ministre avait commencé son séjour à Toronto qui est la capitale économique de la province de l'Ontario, et la capitale financière de l'ensemble du Canada puisque c'est également le siège de la Bourse du Canada, qui finance beaucoup d'industries minières au monde.

Le Premier Ministre avait été invité au forum économique de Toronto, organisé par le forum économique international des Amériques, où il avait fait des interventions très remarquées sur l'économie guinéenne d'hier et d'aujourd'hui, sans occulter la période difficile de la crise Ebola et l'assistance canadienne, pour en limiter les graves conséquences humaines et économiques. Il faut rappeler que le vaccin qui a servi à maîtriser la fièvre Ebola, avait été obtenu au Canada qui avait contribué pour plus de 100 millions de dollars à la lutte. Le Premier Ministre a pris part, après le Forum de Toronto, à celui de Montréal qui portait sur la reconstitution du fonds de lutte contre le paludisme, la tuberculose et plusieurs maladies et à l'occasion de cette rencontre, il avait eu un tête-à-tête avec le Premier Ministre Justin Trudeau, et avec le Gouverneur Général du Canada. Au Chef de l'exécutif Justin Trudeau, il a transmis le message du Président de la République qui exprimait des souhaits, notamment celui de la réouverture de notre ambassade. Ce que le Gouvernement canadien a prévu d'examiner avec beaucoup d'intérêt mais, il y'a d'autres éléments, comme par exemple la réouverture de l'ambassade du Canada à Conakry, qui n'est pas un élément simple. Nous avons discuté de cette question au plus haut niveau avec les autorités canadiennes,

Souvent, la décision de fermer une ambassade n'est pas facile à prendre mais une fois prise refaire l'inverse n'est pas facile non plus. Le Canada d'aujourd'hui mise sur un ensemble de conditions liées à ses intérêts dans le pays et conditionnant la réouverture de l'Ambassade.

Aujourd'hui à Paris, vous participez à la réunion du groupe consultatif sur la Guinée, quelle appréciation faites-vous du PNDES?

J'avoue être très honoré de prendre part à ces assises à Paris. Le PNDES est un document d'une extrême importance pour notre gouvernement. Je crois qu'il y'a lieu d'adresser des félicitations pour ce travail accompli. C'est un document bien travaillé et techniquement parlant, je l'ai compulsé durant plus de deux semaines. Il est assorti d'un plan national d'investissement d'une cinquantaine de projets structurants, des projets aussi

extrêmement bien élaborés et les bailleurs de fonds l'ont examiné; l'ambassade a fait un gros travail de communication autour de ce document au Canada et je crois que les hommes d'affaires l'ont compris puisque nous avons pris le contact avec le conseil canadien pour l'Afrique qui a vu le document et qui l'a examiné, qui a pensé qu'il était important que beaucoup de ces membres prennent part à ce forum. Je suis venu avec eux ici, ces hommes d'affaires viennent d'être reçu par Mr le Président de la République et ils ont exprimé beaucoup d'éléments que je ne peux pas reprendre à ce micro mais je crois que le Président en est satisfait et il les a mis en contact avec les personnes ressources autour de lui qui peuvent continuer les négociations avec ces canadiens. Aujourd'hui le PNDES ouvre un autre chapitre sur la visibilité de notre pays et ça montre réellement l'ambition de notre gouvernement d'aller de l'avant et de faire en sorte que sa vision politique, la vision 2040, soit une réalité.

Que peut-on espérer de la diplomatie guinéenne, après la nomination d'un diplomate de carrière au ministère des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger?

Nous avons salué la nomination de Mr Mamady Touré au Ministère des affaires étrangères et des guinéens de l'étranger. Je ne suis pas diplomate de carrière, pour donner des appréciations générales mais, je pense qu'il va redonner du tonus à notre diplomatie même si le Premier diplomate de la Guinée, est, et demeure d'abord le Président de la République puisque nous mesurons les actions posées depuis son accession à la magistrature suprême. Mr Mamady Touré pourrait apporter la touche technique qui manque à ce dé-

partement pour assurer le rôle qui lui est assigné par le gouvernement, à savoir une offensive diplomatique à contenu essentiellement économique. Le forum du PNDES à Paris traduit cette réalité.

La diplomatie économique de la Guinée participe à la visibilité du pays. Nous souhaitons donc plein succès à Monsieur Touré, dans la rénovation de la maison des affaires étrangères.

Votre mot de la fin ?

Je vous remercie de l'opportunité que vous m'avez donnée, de m'exprimer sur toutes ces questions importantes que vous avez soulevées. Aujourd'hui, notre pays a besoin de l'ensemble de ses fils ; nous n'avons pas assez parlé de la diaspora. Un événement est en cours et c'est encore une des œuvres de Mr le Ministre des affaires étrangères ! Il s'agit de la mise en place du haut conseil des guinéens de l'étranger, préconisé dans toutes les missions diplomatiques à travers le monde. Mon mot de la fin est de faire en sorte que le gouvernement continue dans la voie qu'il s'est tracé, c'est-à-dire, prendre les mesures pour capitaliser les capacités et les profils des guinéens de la diaspora.

Au Canada, nous avons des cadres de grande valeur dans pratiquement tous les corps de métier qui pourraient apporter beaucoup à notre économie.

Je vous remercie et j'assure que nous sommes au Canada au service de la maison Guinéenne.





ETAT DE **NOS REFORMES**

**Le Plan National de Développement Economique
et Social (PNDES) 2016 - 2020
4e PARTIE**

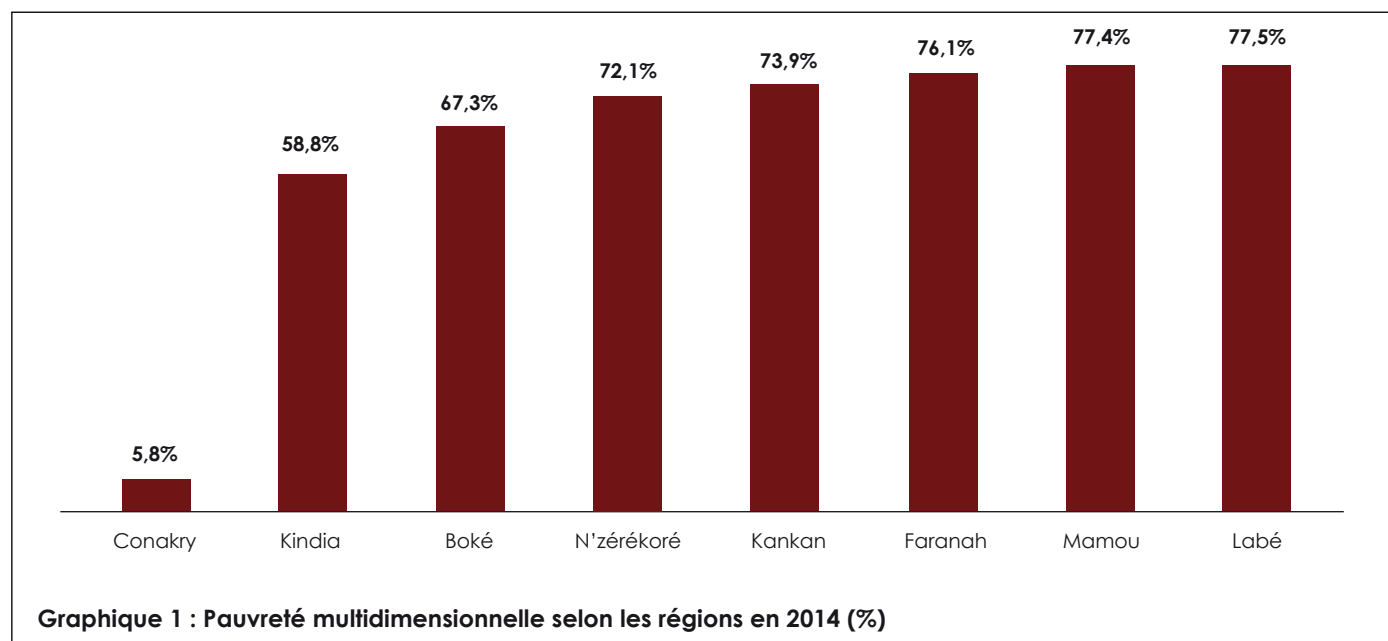
Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016 - 2020, 4e PARTIE

En dépit des énormes potentialités naturelles de la Guinée, la majorité de sa population reste confrontée à des conditions de vie difficiles. En plus de ce qu'aucune des cibles des OMD n'a été atteinte, la pauvreté s'est aggravée ces dernières années tant dans sa composante monétaire que dans sa composante multidimensionnelle fragilisant le développement humain du pays. Cette section fait le bilan de la mise en œuvre de l'axe 2 « lutte contre la pauvreté, poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et valorisation des ressources humaines ». Elle est organisée en trois sous-sections :

- (1) le profil de la pauvreté ;
- (2) les impacts socio-économiques d'Ebola ;
- (3) le bilan des OMD.

PROFIL DE LA PAUVRETE

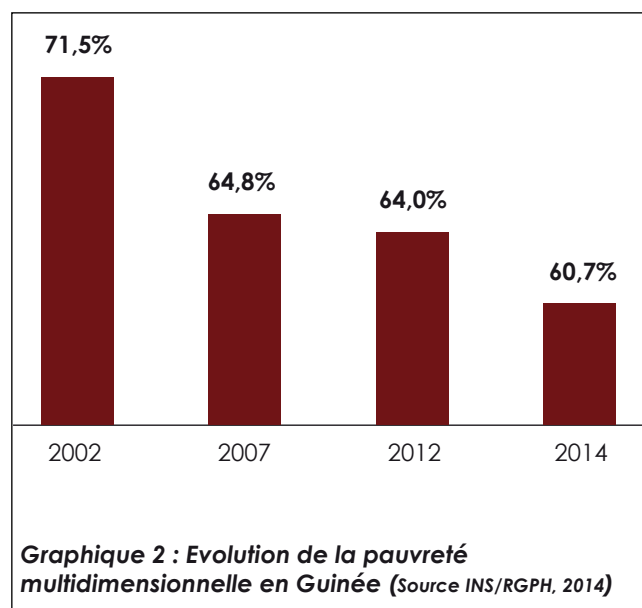
77. Selon les résultats de l'ELEP-2012, plus de la moitié (55,2%) des guinéens vit en-dessous du seuil de pauvreté monétaire . Quant à la pauvreté multidimensionnelle , elle touche 60,7% de la population en particulier les femmes et les enfants (INS & World Bank 2016). Ce qui signifie qu'environ trois cinquièmes de la population guinéenne (soit 7,5 millions de personnes) souffrent de privations multiples en termes de biens durables et de services sociaux de base (éducation, eau potable, assainissement, électricité, logement, etc.).



78. Ces chiffres globaux cachent de fortes disparités entre les régions et les milieux de résidence. La pauvreté multidimensionnelle est plus présente en milieu rural (89,3%) qu'en milieu urbain (18,6%). En dehors de la région de Conakry (5,8%), toutes les autres régions enregistrent chacune une proportion élevée de populations confrontées à des multiples privations (cf. Graphique 1, ci-dessus). En particulier, les régions de Labé, Mamou et Faranah sont affectées à plus de 75% par la pauvreté multidimensionnelle.

79. Même si les résultats des enquêtes nationales indiquent, une baisse de l'incidence de pauvreté multidimensionnelle de 71,5% en 2002 à 60,7% en 2014 (cf. Graphique 2, plus bas), le nombre d'individus vivant dans cette situation a plutôt augmenté sur la période considérée, passant de 6,07 millions en 2002 à 7,5 millions d'individus en 2014.

80. Quant à la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants, l'analyse montre que la quasi-totalité des enfants (97,1%) de 0 à 17 ans sont privés dans au moins une dimension et que presque un enfant sur deux (47,3%) est privé dans au moins 3 dimensions ci-après : éducation, eau et assainissement.



81. En termes d'évolution, il ressort des enquêtes sur les conditions de vie des ménages une tendance à l'aggravation de la pauvreté monétaire dont l'incidence est passée de 49% en 2002 à 53% en 2007 puis à 55,2% en 2012. Ce qui signifie que la proportion des individus vivant avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (estimé à 1,25 dollars par jour et par personne en 2012) s'est accrue sur la période 2002-2012 en Guinée.



IMPACTS D'EBOLA SUR LA PAUVRETE

82. Même s'il n'existe pas de valeurs actualisées des indices de pauvreté après l'épisode d'Ebola, les résultats de l'enquête téléphonique sur les impacts socio-économiques de la MVE, réalisée en 2015, (cf. Encadré 2, ci-dessous), suggèrent une aggravation de la pauvreté monétaire.

83. La Guinée a enregistré 3 678 cas dont 2 388 décès, soit un taux de létalité de 65%. La quasi-totalité des régions sanitaires (7/8) et des districts sanitaires (31/38), ont été touchées par la MVE. L'épidémie de la MVE a eu un impact non négligeable sur l'utilisation, l'accès et l'offre des services sociaux de base, dégradant encore plus des indicateurs sociaux déjà alarmants. Les femmes sont plus exposées à la maladie du fait de leur rôle comme dispensatrices de soins. Les enfants sont plus exposés aux risques d'exploitation et de travail dans les zones affectées, à cause de la baisse de la fréquentation scolaire, mais aussi aux risques de traumatismes psychologiques bien souvent ignorés, vulnérabilité accentuée par le fait que ces enfants ont souvent perdu un ou deux de leurs parents. Quant au marché de l'emploi, plus de 2 000 emplois ont été détruits. L'épidémie a aussi eu un impact négatif sur l'entraide sociale, et a entraîné la stigmatisation des ménages contaminés mais aussi des malades guéris.

84. Pour enrayer la MVE, le Gouvernement a mis en place un plan national de riposte avec les objectifs stratégiques ci-après : (i) interrompre la chaîne de transmission communautaire sur l'ensemble du territoire national, (ii) stopper l'apparition en Guinée de nouveaux cas de contamination internes ou importés, (iii) renforcer le système national de santé (offre de soins, surveillance et prévention des épidémies).



La pandémie Ébola qui a durement frappé la Guinée dès décembre 2013, à travers les zones (préfectures de Macenta et Gueckedou) frontalières du Sierra Leone et du Libéria, a eu des conséquences socioéconomiques négatives dont la nature et l'ampleur exactes restent encore à déterminer en Guinée, au Sierra Leone et au Libéria. 11 300 personnes en sont mortes dans les trois pays, incluant plus de 500 agents des services de santé. L'INS avec l'appui de la Banque Mondiale, a diligenté une enquête téléphonique auprès d'un échantillon de 2 500 ménages abonnés chez l'opérateur téléphonique Orange à travers la Guinée, en septembre 2015, avec comme objectif, l'amélioration de la compréhension des effets économiques et sociales de cette épidémie. Les principaux enseignements qui en résultent sont :

- **Les préfectures situées au Sud du pays, et les localités situées aux alentours de Conakry, ont été les plus touchées. Les contacts directs et indirects (avec un malade ou une personne décédée), ainsi que le voisinage (communauté et village), sont les principaux moyens de contagion. Quant aux autres canaux, ils sont pluriels (transport, milieu de travail, secteur d'activité, etc.). A ceux-ci, s'ajoutent le rôle d'intermédiaire sociale joué par la femme et la densité de la population.**
- **L'un des principaux effets pervers de la MVE sur le bien-être des populations est l'aggravation de la pauvreté en lien avec les pertes massives d'emplois et de revenus chez les salariés et la flambée des prix des produits vivriers (riz, fonio et maïs). En effet, les emplois et les revenus ont chuté respectivement de 17% et de 12% dans les milieux urbains les plus touchés, avec des répercussions négatives sur les revenus des personnes vivant dans les milieux ruraux, et aussi, de façon disproportionnée sur les femmes impliquées dans les activités économiques rurales.**

• De tous secteurs affectés l'agriculture semble affichée une certaine résilience due essentiellement aux interventions gouvernementales (sécurité alimentaire) et à la productivité des agriculteurs. La pandémie n'a pas significativement affecté l'agriculture et les prix des denrées alimentaires, lesquels n'ont subi que de fluctuations. Elle a plutôt complexifié les possibilités des ventes des produits agricoles.

• En outre, 7% de ménages ayant retiré leurs enfants des écoles citent Ébola comme le principal facteur de leur geste, et 11% affirment se méfier des centres médicaux des zones les plus touchées par crainte de contagion, contre 2% des zones moins affectées. Cette même crainte a induit un absentéisme élevé des salariés de leur lieu de travail (35% en moyenne en région et 42% à Conakry), et a réduit la mobilité/migration des individus (forte sédentarisation à hauteur de 60% en moyenne dans les zones affectées), affectant du coup les perspectives du commerce (baisse des ventes), et a augmenté le recours aux prêts chez les ménages pauvres.

• L'on note donc que dans tous les trois pays précités, Ébola : (i) a eu des effets pervers sur l'emploi et les revenus; (ii) a changé les habitudes alimentaires; (iii) a entraîné des retraits d'enfants des écoles; (iv) a provoqué la chute des visites médicales. Toutefois, la production agricole est demeurée résiliente durant les trois années, avec une fluctuation des prix des produits vivriers sur les marchés.

En termes monétaires, les dommages causés correspondraient à une perte totale estimée à 2,2 milliards USD du PIB dans les 3 pays (dont 535 million USD pour la Guinée, 240 million USD pour le Libéria, et 1,4 milliards USD pour la Sierra Leone). Par ailleurs, la stabilité macroéconomique a été durement affectée. Le taux de croissance du PIB a été de 0,1% en 2015 comparativement à 4% une année plus tôt en Guinée. Alors que l'agriculture n'a pas subi d'effets pervers significatifs, le secteur minier qui a été le plus touché fait face continuellement à la méfiance des investisseurs, tant les prix des matières premières sont en chute libre sur les marchés internationaux.

Source : INS & Banque Mondiale, 2016, Rapport d'enquête téléphonique sur les impacts socioéconomique de la MVE en Guinée.

BILAN DES OMD

85. Comme tous les autres documents de référence, le Plan Quinquennal a pris en compte les huit (8) Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dans le cadre de sa mise en œuvre, les résultats ci-après ont été enregistrés, OMD par OMD.

86. OMD1 : « Réduire l'extrême pauvreté et la faim ». En termes de résultats l'objectif de réduire l'extrême pauvreté n'a pas été atteint (cf. Sous-section 1.1.2.1). Le taux d'emploi est élevé (66,5% en 2012), reflétant la prédominance des emplois précaires (indépendants et aides familiaux) sur le marché du travail. En matière de lutte contre la faim, la situation reste aussi préoccupante au vu des taux de malnutrition élevés dans le pays. 17% de la population totale sont en insécurité alimentaire et plus de 0,5% sont en insécurité alimentaire sévère. Les régions les plus touchées, sont : Kindia, N'zérékoré, Boké, Kankan, Labé et Faranah. Plus de la moitié des personnes en insécurité alimentaire sont à Labé et N'zérékoré.

87. L'enquête SMART, de 2015 a révélé qu'en Guinée, 25,9% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique (modérée et sévère) dont 16,7% sous la forme modérée et 9,2% sous la forme sévère. Selon la même enquête, 8% des enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition aiguë dont 2% sous la forme sévère et 6,1% sous la forme modérée. La prévalence de la malnutrition aiguë est quatre fois plus élevée que celle que l'on trouve dans une popu-



lation en bonne santé et bien nourrie et trente-six fois plus élevée pour la forme sévère (0,1%). Les enfants qui souffrent de malnutrition aiguë sévère (SAM) sont 5 à 20 fois plus à risque de décès que les enfants bien nourris ; la malnutrition aiguë sévère est une cause directe de mortalité infantile et augmente la morbidité chez les enfants souffrant de maladies courantes telles que la diarrhée et la pneumonie.

88. Selon l'enquête démographique de 2012, plus de sept enfants sur dix (77%) sont atteints d'anémie ; et dans l'ensemble du pays, seulement 41% des enfants de moins de cinq ans ont reçu des suppléments de vitamine A. Les différentes formes de malnutrition ont des conséquences néfastes et parfois irréversibles sur la santé, la survie, le développement des capacités cognitives de l'enfant et de l'adolescent, ainsi que sur les capacités productives, reproductives et intellectuelles à l'âge adulte.

89. OMD2 « Assurer une éducation primaire pour tous ». L'objectif visé n'a pas été atteint (cf. Tableau 1, ci-dessous).

90. Au-delà de l'éducation primaire c'est tous les ordres d'enseignement qui ont enregistré de faibles performances au cours de la période 2011-2015.

Tableau 1 : Niveau de performance de l'OMD 2 en 2015



| Indicateurs | Valeurs | | | |
|---|-----------|------------|------------------|---------|
| | Base 2011 | Cible 2015 | Réalisation 2015 | Ecart |
| Taux d'accès en 1ère année du primaire | 83,2% | 100,0% | 80,3% | - 19,7% |
| Taux d'achèvement du cycle primaire | 58,0% | 68,0% | 58,9% | - 9,1% |
| Taux d'alphabétisation hommes et femmes | - | - | - | - |

Source: MPCl, 2016. Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan Quinquennal

91. Le taux d'accès à l'éducation préscolaire en 2015 était de 8,4% dont 8,6% pour les filles. Les écoles maternelles sont à 98%, des écoles privées et essentiellement situées en zones urbaines. En 2014-2015, le TBPS était de 8,4% contre 12,5% en 2013-2015, dont 4,8% en zone rurale. Le taux net de scolarisation s'est situé à 64% en 2015, avec une disparité prononcée entre le milieu urbain (89%) et le milieu rural (51%). Le TBS de 2014-2015 est de 79%.

92. Au niveau secondaire, tous les indicateurs ont évolué à la baisse entre 2011 et 2015. Le taux brut de scolarisation est passé de 38,5% en 2013 à 36,1% en 2015 pour le collège et de 29,9% à 28% pour le lycée. Aussi, la transition entre les cycles reste encore faible : 44,9% pour le primaire/collège et 32,8% pour le collège/lycée. Ces résultats sont liés à la faible

dotation des élèves en manuels (environ 1,2 manuels/élève), à l'insuffisance de ressources humaines qualifiées (seulement 44% des enseignants ont la formation professionnelle requise), ainsi qu'à l'insuffisance des capacités d'accueil.

93. En matière d'alphabétisation et éducation non formelle (AENF), les progrès enregistrés sont très insuffisants sur la période 2010-2015. Seulement 25,31% d'adultes de 15 ans et plus ont été alphabétisés en 2010 selon l'UNESCO. Selon la même source, en 2015, ce taux a grimpé à 30%. Pour les femmes ce taux se situe à 22,9%.

94. Dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP), les capacités d'offre se sont accrues au cours de la période 2011-2015. Le nombre d'institutions d'ETFP est passé de 80 en 2011 à 162 institutions en 2014. Il s'en est suivi une augmentation des effectifs. Il est à noter que 46,9% des institutions d'ETFP sont à Conakry et 61,5% des apprenants sont dans les filières du secteur tertiaire, contre respectivement 32,2% et 6,3% qui sont dans les filières du secteur secondaire et du secteur primaire. L'effectif des apprenants de l'ETFP ne représente que 1,7% de l'effectif du système éducatif guinéen dont 1,1% des jeunes de 15 à 35 ans et 0,7% de la population en âge de travailler (15-64 ans). Il est à mentionner également que la période 2011-2015 a été caractérisé par le développement de l'enseignement supérieur privé, l'ouverture de programmes de master et la création de trois écoles doctorales. L'indice de parité fille/garçon au supérieur est de 0,4 en 2013.

95. OMD3 : « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ». La mise en œuvre des mesures préconisées dans le PQ a abouti aux performances indiquées dans le tableau 2 ci-dessous pour ce qui est de l'indice de parité fille/garçon.

96. Au nombre de ces mesures, il peut être cité la mise en œuvre du projet d'appui à la promotion du genre, dont l'objectif fondamental est de lutter contre les disparités entre les sexes. L'élaboration et l'adoption d'une Politique Nationale du Genre assortie de son plan d'action stratégique de mise en œuvre, suivi de la mise en place des cellules genre dans les départements ministériels, représentent les principaux acquis de ce projet.

97. A cela, il faut ajouter les importantes autres initiatives prises au cours de la période à savoir : le Projet d'Appui à la Promotion du Genre, le Programme pour la Santé Maternelle et Infantile (PROSMI), le Fonds d'Appui aux activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes, la Politique Nationale pour la Scolarisation de la Jeune Fille.





INTERNATIONAL

S.E.M. Alexandre Brégadzé,
Ambassadeur de Russie en Guinée.

Vladimir Poutine et Alpha Condé, ont conclu que « les problèmes existant en Afrique ne doivent pas servir de prétextes à des ingérences extérieures ». Depuis l'époque de l'URSS, jusqu'à nos jours (à une très courte période près), le partenariat et la coopération entre les deux pays, se développent constamment dans un intérêt réciproque, comme en témoignent les accords bilatéraux dans les domaines économique, technique, militaire, culturel ainsi que dans le domaine minier ou de l'enseignement. Rappelons que c'est deux jours seulement après le 2 Octobre 1958, que des relations diplomatiques intenses s'établirent entre les deux pays. Le BDG reçoit ce mois-ci, dans ses colonnes, l'ambassadeur de Russie, doyen des diplomates en Guinée.



Bonjour Monsieur l'Ambassadeur ; avant d'évoquer la coopération Russo-Guinéenne, nous souhaitons que vous vous présentiez brièvement aux lecteurs du Bulletin du Gouvernement !

Ambassadeur : Bonjour chers amis du Bulletin du Gouvernement Guinéen ; je m'appelle Alexandre BRÉGA-DZÉ, Ambassadeur de la Fédération de Russie en République de Guinée et en même temps Ambassadeur en République de Sierra-Léone, Doyen du corps diplomatique en Guinée. Je suis architecte de formation et même membre de l'Union des Architectes de Russie à l'époque de l'Union Soviétique. J'ai également étudié à l'Académie diplomatique, auprès du Ministère des Affaires Étrangères de l'URSS et ensuite, j'ai été admis dans ce Ministère en débutant ma carrière au Département Europe, avant d'être en poste à l'Ambassade Soviétique à Paris comme attaché au Service culturel. Je suis marié et père de deux fils.

Depuis votre prise de fonction en Guinée, comment trouvez-vous le pays ?

Ambassadeur : Je suis arrivé en Guinée le 9 mars 2011, trois mois seulement après la première élection du Pr Alpha Condé, chef de l'Etat, à la Présidence de la République. J'ai trouvé votre pays en plein mouvement après le régime de transition, avec tout le peuple guinéen, plein d'espoir pour les changements positifs dont je suis témoin aujourd'hui.

J'ai également trouvé plein d'amis parlant russe, vu l'histoire des relations d'amitié qui lient nos deux pays depuis le 4 octobre 1958.

Les deux pays entretiennent de bonnes relations de coopération depuis les premières années d'indépendance de la Guinée. De nos jours, comment se porte cette coopération ?

Ambassadeur : La coopération entre nos deux pays se porte bien. L'histoire riche de nos relations est aussi bien à la base de cette appréciation que la dynamique positive des contacts directs entre nos deux leaders car les Présidents, Alpha Condé et Vladimir Poutine, se voient de plus en plus fréquemment. Il s'agit par exemples :
- de la visite de travail en 2016, du Pr Alpha Condé, Président de la République, en Russie (Saint Petersburg – Moscou),

- et de sa visite officielle en Russie au mois de septembre 2017 (Moscou – Sotchi) et à mon avis, il y aura d'autres rencontres, parce qu'il y a aujourd'hui de multiples occasions, pour que des leaders de différents pays se rencontrent dans le cadre de différents forums internationaux.

Justement Excellence, la 5ème commission mixte Russo-Guinéenne s'est tenue en Juillet 2017 ; à quoi a-t-elle abouti ?

Ambassadeur : Depuis mon arrivée en Guinée nous avons déjà organisé avec nos partenaires guinéens quatre commissions mixtes, la 5ème des 18 et 19 juillet 2017, ayant eu pour objet l'étude de l'état et des perspectives de la coopération entre nos deux pays, surtout dans le domaine économique. Le bilan principal de cette commission consistait à la nécessité du renouvellement de la base juridique de cette coopération, plutôt même de sa mise à jour. C'est pourquoi on a décidé de signer de nouveaux accords de coopération dans les domaines de la santé, de l'épidémiologie, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que de la lutte contre le trafic de la drogue. On a d'autres projets d'accords à préciser et à signer.

Dans d'autres secteurs particulièrement celui minier, la Russie vise à accentuer et renforcer sa présence dans l'exploitation de la bauxite en Guinée. Elle est présente à travers Russal dans les préfectures de Fria, de Kindia et tout récemment à Boké à travers l'accord d'exploitation du projet «Dian-dian». Quelles sont les échéances pour la relance et la réalisation effective de ces projets?

Ambassadeur : D'après mes compatriotes de la Compagnie «RUSSAL», toutes les nouvelles entreprises de cette compagnie doivent être opérationnelles pendant le printemps 2018.

Quel sera le coût global d'investissement de ces différents projets et combien d'emplois ces projets pourraient-ils générer?

Ambassadeur : Les chiffres sont les suivants :

- Investissements : 500 millions de dollars ;
- Nombre d'emplois pour les guinéens : 3000 travailleurs ;

Le Président de la République de Guinée Alpha Condé a effectué, vous le disiez tantôt, une visite d'Etat récemment en République Fédérale de Russie, accompagné d'une forte délégation de parlementaires et d'hommes d'affaires et en marge de cette visite officielle, s'est tenu le premier forum Russo-guinéen autour du thème « Coopération Commerciale et Economique en tant que facteur de développement dynamique». Quels étaient

les enjeux et les orientations de ce forum?

Ambassadeur : Ce forum a eu un énorme succès. Cinq accords de coopération ont été signés dans les domaines de la santé, de l'épidémiologie, de la formation de cadres, de l'agriculture et de la lutte contre le trafic de drogue. Plusieurs accords ont été signés avec de nombreuses entreprises russes dont une dizaine ont exprimé leur souhait de travailler en Guinée. Je souligne que ce forum n'était qu'un début, il y en aura beaucoup d'autres mais ce début a été couronné de succès à 100%.

Parlons formation à présent. La Russie et la Guinée collaborent étroitement depuis plusieurs dizaines d'années dans le domaine de la formation, avec l'envoi d'experts russes dans les institutions d'enseignement supérieur, mais aussi par l'octroi de bourses d'études et de formation pour les étudiants guinéens. Quel bilan faites-vous de cette collaboration?

Ambassadeur : C'est une bonne et vieille tradition de former les cadres guinéens en Russie. Cette année, on a octroyé à la Guinée 60 bourses d'Etat. Je ne compte pas les nombreux étudiants guinéens qui sont partis en Russie pour faire leurs études payantes. Il y a sept ans, la Compagnie «RUSSAL» avait choisi 100 jeunes guinéens pour aller terminer leurs études en Russie. En majorité, ils ont été formés spécialement pour faire carrière de préférence dans le domaine des mines et à la même époque, environ 70 experts russes et russophones travaillaient en Guinée, surtout à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry. Cette tradition continue et j'espère que le nombre d'experts russophones augmentera davantage, selon les nécessités.

Pour finir, avez-vous un message particulier à passer au peuple guinéen ou aux autorités ?

Ambassadeur : En 2018, nos deux pays fêteront le 60ième anniversaire de leurs relations diplomatiques. Je crois que «le bilan est globalement positif», comme disait à l'époque Georges Marchais. La récente visite officielle en Russie du Pr Alpha Condé, en prélude de marquer et de couronner de succès cette étape des 60 ans d'une relation que ne démentira pas l'adage « le vieil ami vaut deux nouveaux ».

Tout le parcours de nos relations bilatérales, le prouve.

Pour terminer, je souhaite aux guinéens de s'unir davantage pour se transformer en une nation, Etat-nation, parce que l'Union fait la force! Bonne chance!

Merci.

F

EMMES D'ICI ET D'AILLEURS

Diakagbè Kaba,
Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernement,
Directrice d'ONG pour la promotion féminine et l'épanouissement des
femmes et des jeunes

Diakagbè Kaba,

Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernement,
Directrice d'ONG pour la promotion féminine
et l'épanouissement des femmes et des jeunes

Madame Diakagbè KABA est une battante très engagée sur plusieurs fronts : -Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernement ; -Dirigeante d'ONG pour la promotion féminine et l'épanouissement des femmes et des jeunes, dans les secteurs de productions agricoles respectant l'environnement, -elle est également très pieuse et gère une foi qui l'a conduite en terre sainte où elle a acquis le titre de Hadja après son pèlerinage !

Bonjour Madame! Vous êtes Hadja Diakagbè Kaba, Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernement depuis une bonne demi-douzaine d'années. Quelles sont les étapes de vos itinéraires -professionnel, -politique, -sociale, etc.?

Bonjour ! Je suis heureuse d'être reçue dans le BDG (Bulletin du Gouvernement), dans la rubrique « Femme d'ici, et d'ailleurs », pour m'exprimer sur des questions essentielles, touchant l'existence et l'évolution de la femme.

Je suis SGA du Gouvernement, depuis le 28 Février 2011, à la faveur du Décret D/2011/051/PRG/SGG ; Mon parcours, long et difficile par moments, peut être résumé en trois étapes :

- Education et formation scolaire générale ;
- Etape administrative au service du Secrétariat Général du Gouvernement, premier poste d'affectation où j'ai fait la quasi-totalité des services. Cette étape a été difficile quand on mesure ce que représente pour une opposante, d'être fonctionnaire à la Présidence de la République, osant militer dans l'opposition pure et dure, puisque j'occupais à l'époque au sein du RPG un poste de responsabilité. C'était tout simplement audacieux car, je devais œuvrer au quotidien à éviter les pièges en subissant -brimades, -injustices, -humiliations, et menaces de licenciement, sans jamais "me départir de" ma conviction politique. Cet engagement de l'époque, je ne le regrette absolument pas de nos jours, car ma conviction ne m'a pas trompée : le RPG est arrivée à la finalité de sa conquête et j'en suis fière. Le niveau élevé des persécutions, m'avait amenée à suspendre mes fonctions administratives, et à effectuer des consultations dont le couronnement a été mon engagement au PNUD, pour assurer la coordination du Programme d'Appui aux Initiatives de Base (PAIB) à Fara-nah, au centre du pays.
- Enfin l'étape de l'apprentissage à la vie sociale ; la recherche du savoir et du savoir-faire, de la qualification et de la performance, du service aux autres et le transfert du savoir-faire

à travers l'accompagnement des femmes, et la gestion des organisations féminines.

Que représente pour vous, la fonction exercée au Secrétariat Général du Gouvernement?

Occuper la fonction de SGAG, est une fierté pour moi, au regard de la mission principale de ce département qui consiste à assister le Premier Ministre dans sa mission de coordination, de contrôle de l'action gouvernementale et d'application de la politique de la nation ! C'est donc dire, que le Secrétariat Général du Gouvernement, est la cheville ouvrière du Gouvernement. En conséquence, même si les conditions de travail ne sont pas à la hauteur de ma mission, je reconnais l'importance et la valeur que confère l'appartenance au personnel de ce département stratégique, où j'ai d'ailleurs été la première femme à occuper cette fonction depuis sa création.

Vous avez une vie associative intense avec une coopérative féminine dénommée « LA GUINÉENNE DES TERROIRS » ! Quels en sont les domaines d'intervention ?

Dans la vie associative, nous avons accumulé au fil des ans une certaine expérience dans l'accompagnement des femmes à réussir les petites et moyennes entreprises sociales et collectives. Cette initiative démarrée depuis plus de trente ans, avec l'Association Guinéenne pour l'Allègement des Charges Féminines, création féminine au service de la femme, couvre de nos jours les quatre régions naturelles de la Guinée à travers des activités concrètes à impacts économiques et sociaux visibles sur les femmes dans les communautés.

La Guinéenne des Terroirs est la valeur ajoutée du programme de subventions communautaires. Fruit d'une réflexion concertée et partagée entre experts marocains et guinéens dans une vision sud-sud, ce modèle purement guinéen s'inscrit dans une démarche participative. Créée en 2012, elle est le déclencheur d'un développement durable de l'économie rurale et le cadre de convergence des produits des groupements de femmes rurales, réunies au sein de la COFRASAD, la Coopérative des Femmes Rurales pour l'Agriculture, la Souveraineté Alimentaire et de Développement dans les préfectures de Kissidougou, Guékédou, Beyla, Kérouané, Kouroussa, Kankan et Siguiri, vers le magasin solidaire Equitable, à partir des deux centres de transformation encore en chantier à Kankan et à Kissidougou. La Guinéenne des Terroirs est aussi un carrefour d'échanges de produits, de valeurs sociales et culturelles de nos différentes régions, où toutes les guinéennes se reconnaissent.

Quels sont les Champs des interventions de la Guinéenne des Terroirs ?

La Guinéenne des Terroirs est la promotion des produits



du terroir à travers leurs qualifications en vue de leur intégration aux normes du commerce international et à ce titre, elle favorise la commercialisation des produits des groupements de femmes rurales, par l'ouverture du premier magasin solidaire équitable ! Une première en République de Guinée pour -la promotion d'une économie sociale solidaire dans nos terroirs, -le développement de produits bio-équitable à forte valeur ajoutée, -la mutualisation de moyens de production et d'information.

La Guinéenne des Terroirs propose une alternative pérenne aux conséquences destructrices de l'agro-industrie et de l'agriculture conventionnelle, et garantit les engagements pris, en matière sociale, environnementale et du commerce équitable.

Quelles sont les stratégies d'intervention de la Guinéenne des Terroirs ?

Sur les limites du déficit de services d'accompagnement des groupements de femmes pour la valorisation de leurs productions agro-alimentaires, la Guinéenne des Terroirs s'est positionnée pour minimiser les pertes des fruits et légumes et contribuer ainsi au développement de l'exportation.

Basée sur la valorisation des produits, notre stratégie vise à réduire la chaîne des intermédiaires négatifs, soutenir l'œuvre des femmes rurales réunies en coopératives, afin d'augmenter leurs revenus pour une croissance économique du secteur de l'agro-alimentaire.

Le fonctionnement de la Guinéenne des Terroirs repose sur la concertation des groupements de femmes et la coopérative, pour les activités de production en lien avec les conditions de production et les attentes du marché. Les paiements justes et équitables, sont effectués à l'avance par la Guinéenne des Terroirs aux productrices avec des échéances précises.

La Guinéenne des Terroirs crée de l'emploi pour les femmes rurales et les jeunes diplômées sans emplois qui ont longtemps collaboré comme volontaires pour la supervision des activités des groupements. Elle est administrée par une équipe de jeunes.

De quelle nature sont les difficultés rencontrées dans l'évolution de votre coopérative ?

- Le manque de moyens matériels et financiers à réussir les objectifs de valorisation des produits ;
- Le manque de soutien de l'Etat à accompagner cette initiative, comme moyen de labélisation des produits guinéens et leur intégration aux normes et au marché du commerce équitable ;
- Le manque d'infrastructures appropriées à l'exercice des activités !

Comment conciliez-vous votre fonction de Secrétaire Adjointe du Gouvernement, avec les tâches qu'implique la Présidence de la coopérative « LA GUINÉENNE DES TERROIRS » ?

La conciliation de la fonction de SGAG avec les rôles dans les organisations de femmes, s'acquière au prix d'une organisation et une planification interne. L'humain et le social sont au cœur de mon développement personnel. Ce sont les performances acquises dans la vie associative, qui ont déterminé le choix à tenir une fonction à responsabilités aussi importante que le SGG. Je ne vois aucune incompatibilité, en ce sens que les deux fonctions sont différentes et s'exercent différemment. Les deux rôles vont en parallèle comme les cornes d'un bœuf ! Toujours ensemble sans se toucher.

Hadja Djakagbè KABA, merci pour cet entretien.

C'est moi qui vous remercie.



ESPACE **SANTÉ**

**Le Comité National de Lutte contre le Sida,
avec Dr Abass Diakité.**

Le monde a bel et bien basculé dans le XXIème siècle, en y entraînant, hélas, des fléaux qui semblent se jouer du temps et des espaces. Ainsi, de nos jours, encore et toujours, les hépatites, le VIH sida, l'ébola, la tuberculose, la syphilis, etc., exigent plus que jamais des humains de tous âges, des comportements les plus prudents, en particulier dans les domaines sexuels qui demeurent cependant ceux de la reproduction. A l'occasion de la célébration du mois du SIDA (décembre), un mois destiné à attirer l'attention du monde sur cette pandémie en vue de renforcer la lutte, le Bulletin du Gouvernement reçoit pour vous Docteur Abass Diakité, médecin de Santé Publique et Secrétaire Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida.

Bonjour Docteur Abass Diakité ! Vous êtes médecin de santé publique ; pouvez-vous présenter brièvement votre structure à nos auditeurs ?

Je me nomme Abass Diakité, médecin de santé publique. Je suis depuis Juin 2011, le Secrétaire Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida et ce Comité National est le seul organe, de coordination de toutes les interventions contre le VIH sida en République de Guinée, placé sous l'autorité directe du Premier Ministre, Monsieur Mamadi Youla.

Le CNLS regroupe en son sein, les représentants au plus haut niveau des départements ministériels, des institutions républicaines, du secteur privé, des organisations non gouvernementales nationales et internationales, des confessions religieuses et des organisations de Personnes vivant avec le VIH (PVVIH), des partenaires techniques et financiers, bi et multilatéraux et de la société civile.

Le Secrétariat Exécutif que je dirige, est l'organe technique qui appuie le Comité National de Lutte contre le Sida. Il a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale de lutte contre le sida et de veiller à la mise en œuvre et au suivi de cette politique notamment le Cadre Stratégique National qui est élaboré chaque cinq ans. Il se charge, entre autres, d'impulser et de coordonner les activités multisectorielles, d'assurer la mobilisation et la gestion des ressources humaines et financières de la riposte au VIH/SIDA.

Nous sommes en 2017. Comment se fait-il que le Sida continue à tuer depuis bientôt un demi-siècle ?

Cette question est intéressante en ce sens qu'elle aborde la complexité de la lutte contre le sida sur plusieurs plans. Sur le plan médical, le vaccin n'est pas encore trouvé même s'il existe aujourd'hui des médicaments permettant de vivre le plus longtemps avec le virus, tout en diminuant le risque de contamination des personnes saines.

Sur le plan de la prévention, la lutte touche un aspect de la transmission qui reste tabou,



c'est à dire les rapports sexuels. Ils sont une des voies de transmission du virus, je dirai même la première voie de transmission chez nous.

Au niveau des communautés, il existe encore la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des Personnes Vivant avec le VIH. Cela fait que les gens refusent de faire les tests de dépistage. Des millions de personnes ont le virus dans le sang mais elles ne le savent pas et elles continuent à le transmettre. Malgré tout, nous pouvons pousser un ouf de soulagement, en raison des progrès dans les traitements, et les avancées enregistrées dans la recherche, aussi bien dans notre pays que dans le monde entier.

Selon un constat, on ne parle du VIH, qu'à l'occasion du 1er décembre de chaque année. Quelles sont vos stratégies de communications, pour atteindre, et sensibiliser plus de personnes pour limiter la propagation du virus ?

Non, le VIH est abordé chaque jour sur le territoire Guinéen. En décembre, la communication est accrue du fait de la solennité conférée à la lutte par le monde entier. Sinon, la communication est faite chaque jour que dieu fait. Nous utilisons tous les canaux de communication. En fonction du sujet à aborder et des groupes cibles, nous utilisons la communication à travers les anciens et les nouveaux médias (télévision, radio, internet, etc.), ainsi que la communication interpersonnelle où des personnes formées, vont sensibiliser les populations dans leur cadre de vie privée ou professionnelle. La communication occupe une place très importante dans la lutte à tous les niveaux. Il faut toutefois noter qu'elle est beaucoup ciblée en fonction des groupes et populations concernées.

Y a-t-il pour bientôt, un espoir pour un vaccin?

Grâce à l'avancée de la recherche, on peut vivre longtemps avec le VIH et mener une meilleure vie grâce aux médicaments antirétroviraux (ARV). Si le traitement est bien suivi, la personne vit "normalement", la quantité de virus devient indétectable dans son corps et elle ne transmet pas le virus à une autre personne. Pour un vaccin, il y a de l'espoir car, les études se poursuivent et ce qui est obtenu après quelques décennies de lutte, est un réel motif de satisfaction.

Les points forts actuellement dans la lutte contre le VIH, seraient : -le dépistage, -l'abstinence, -et les préservatifs !! Où en est-on, en Guinée, et ailleurs, dans la lutte contre cette pandémie engagée depuis une quarantaine d'années ?

Le point fort, c'est la combinaison de toutes les stratégies. Outre ceux que vous venez de citer, il faut ajouter les cas de prévention dans la Transmission du VIH, de la Mère à l'Enfant (PTME), pour compléter la prise en charge globale des PVVIH. Notre souhait étant que plus personne ne soit plus contaminé par le VIH.

En Guinée, l'épidémie est stable avec un taux de séroprévalence de 1,7% au sein de la population.

Malheureusement, les femmes sont les plus infectées (2,1%) contrairement aux hommes (1,2%).

Le taux est de 1,6% chez les jeunes de 15 à 24 ans. Le nombre moyen estimé de personnes, vivant avec le virus en 2015, était de 120 000 personnes.

Grâce, en 2015, aux efforts du gouvernement et des partenaires, 35 082 PVVIH ont eu accès au traitement antirétroviral gratuitement. A côté de cela, des efforts sont en cours pour rapprocher les services VIH des populations, avec la multiplication des sites de dé-





pistage, de prise en charge, de PTME dans tout le pays. Cela est fait également pour les activités de sensibilisation qui sont menées auprès de nos communautés dans les zones les plus reculées.

Dans le monde, on dénombre aujourd'hui 36,7 millions de personnes vivant avec le VIH. Il y a également des progrès. En juin 2016, 18,2 millions de personnes vivant avec le VIH, dont 910 000 enfants, avaient accès à la thérapie antirétrovirale, contre 15,8 millions en juin 2015 et 7,5 millions en 2010.

La gratuité de la prise en charge du VIH est-elle effective en Guinée ?

Oui, la prise en charge des PVVIH avec le traitement antirétroviral est gratuite partout en République de Guinée. Des efforts sont en cours pour rendre totalement gratuits les examens médicaux qui sont requis pour les PVVIH. Grâce à l'appui du Gouvernement Guinéen et des partenaires, notamment du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, du Système des Nations Unies, MSF/Belgique, GIZ, DREAM, Solthis à travers le projet Opera, UNITAID, Chambre des Mines, Mission philafricaine, Labmart et Mercodi-Guinée, nous avons acquis 59 compteurs CD4 et 06 appareils à charge virale, 07 unités radiologiques, 07 automates d'immunologie, 05 semi-automates de biochimie et 05 automates d'hématologie pour les hôpitaux régionaux et préfectoraux. Nous avons fait acquisition d'un camion de 10 tonnes, de 03 camionnettes de 2 tonnes, 15 frigos et 15 modules solaires pour la Pharmacie Centrale de Guinée et de ses dépôts régionaux.

Pour terminer Docteur, quel est le rapport entre le VIH et l'hépatite ?

Je parlerai brièvement des points de ressemblance entre l'infection à VIH et l'hépatite. Elles sont toutes les

deux des maladies virales, c'est à dire qu'elles se transmettent par virus. La ressemblance porte aussi sur les modes de transmission dont la voie privilégiée est les rapports sexuels et la voie sanguine ! Pour ne citer que celles-là.

En cas de co-infection, c'est à dire lorsqu'une personne a, à la fois le virus VIH et celui de l'hépatite dans son corps, elle est soumise à un traitement antirétroviral.

Si vous me le permettez, je voudrais ici vous parler des différentes échéances qui nous attendent d'ici à 2030. Le monde entier avec à sa tête l'ONUSIDA s'est fixé d'éliminer le sida comme problème de santé publique. Cela passe par l'atteinte d'un objectif intermédiaire d'ici à 2020 qui est l'**objectif 90-90-90** à savoir

- 90% de personnes sont dépistées et connaissent leur statut sérologique
- 90% de Personnes Vivant avec le VIH sont sous traitement antirétroviral
- 90% des PVVIH sous traitement antirétroviral ont une charge virale indétectable.

Donc vous voyez que les objectifs sont ambitieux mais pas impossibles à atteindre. Pour cela, nous avons besoin de ressources et surtout de l'engagement de chacun et de tous.

Je terminerai mes propos en adressant mes vifs remerciements respectivement au Président de la République, à Monsieur le Premier Ministre, Mamady YOLA, au Président du Comité National de lutte contre le Sida et à tout le Gouvernement, pour leurs soutiens constants à la riposte anti sida.

Enfin, je remercie également l'ensemble des partenaires et acteurs de la riposte au sida, avec à leur tête l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour tous les efforts fournis.



LUCARNE SUR...

**La Direction des Guinéens
de l'Etranger.**

Aminata Camara

Directrice Nationale des Guinéens de l'étranger au Ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'Etranger

La République de Guinée, à l'image de plusieurs pays africains, pourrait mettre en place des conseils des Guinéens de l'Etranger dans les différentes juridictions diplomatiques et consulaires, qu'on fédérerait ensuite dans une instance dont le sigle serait HCGE (Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger), et qui servira d'interface pour rapprocher sa diaspora avec les autorités publiques et /ou les organismes privés du pays. Cette structure sera un organe consultatif de Statut associatif, non partisan, non discriminatoire, et à but non lucratif. Le HCGE ne devra être affilié à aucune obédience confessionnelle ou philosophique. Il rassemblera et représentera tous les ressortissants à l'étranger sans distinction d'origine régionale, ethnique, religieuse, sociale, de sexe et de profession ou d'opinion. Dans cette perspective plus ou moins lointaine, le BDG reçoit dans ce numéro Mme la Directrice des Guinéens de l'étranger au Ministère des Affaires étrangères, pour un état des lieux.

Bonjour Madame Aminata Camara; Vous êtes Directrice des Guinéens de l'étranger au Ministère des Affaires étrangères ; durant quelques années, il y avait auparavant un Ministère délégué. Pouvez-vous édifier nos lecteurs sur la mission assignée à vos services ?

La direction des guinéens de l'étranger a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de gestion des guinéens de l'étranger et à cet effet, elle est chargée d'élaborer, en collaboration avec les ministères concernés une politique nationale et d'en assurer le suivi. Ainsi,

- nous procédons, en rapport avec les services consulaires, au recensement et à l'immatriculation des guinéens de l'étranger et à la gestion du fichier y découlant;
- nous élaborons et promouvons les politiques et stratégies visant à l'implication et à la participation effective des guinéens de l'étranger à l'effort de développement ;
- nous portons assistance aux guinéens de l'étranger en situation difficile; nous défendons les intérêts de

l'Etat Guinéen et des ressortissants hors du territoire national et nous leur facilitons l'accès aux logements et à la propriété foncière, pour tous ceux qui y aspirent ;

- nous promouvons d'une part, le retour des guinéens de l'étranger et leur réinsertion et d'autre part, l'insertion des cadres guinéens au sein des Organisations et Institutions Internationales ;
- nous avons la tâche de concevoir, élaborer et mettre en œuvre la politique nationale migratoire ;
- Régler les questions liées à l'état civil des Guinéens de l'Etranger ;
- nous agissons en collaboration avec les services compétents, à la mise en place des mécanismes facilitant le rapatriement et le transfert de l'épargne des Guinéens de l'Etranger ; etc.

Comment travaillez-vous avec nos représentations diplomatiques pour la gestion des Guinéens de l'Etranger ?

Dans le cadre de la bonne gestion de la Diaspora Guinéenne, la Direction des Guinéens de l'Etranger, en tant que service central, échange régulièrement avec

les services extérieurs, en l'occurrence les Ambassades, les Consulats et Missions Permanentes par :

- Messages départs de toutes urgences ;
- Demandes d'interventions par lettres ordinaires à l'adresse de nos services extérieurs ;
- Notes Verbales, correspondances et voies téléphoniques ;

Qu'en est-il du projet initié il y a plusieurs mois, avec une société de banque et assurance de la place, pour transférer en Guinée des ressources de ceux de notre diaspora qui le souhaiteraient ?

En effet, un Accord de partenariat a été signé entre le Ministère et le Groupe Banque-Assurance NSIA-Guinée, pour le rapatriement de corps et la prise en charge des guinéens malades à l'étranger et il y a lieu de se réjouir de cette signature quand bien même que son application n'est pas encore effective

A-t-on une estimation de la part apportée à l'essor économique national par notre diaspora ?

La diaspora Guinéenne apporte beaucoup dans l'essor économique du pays mais, malheureusement, la Direction des Guinéens de l'Etranger ne peut quantifier cet apport qui s'opère plus souvent à travers les circuits informels.

Selon un rapport récent de l'OIM, beaucoup d'africains, dont des guinéens, tentent l'aventure à travers les mers et les déserts et se retrouvent esclaves ou prisonniers, notamment en Libye ; Qu'en est-il et comment collaborez-vous aux opérations de rapatriements ?

C'est lamentable pour ces cas de migrants guinéens en situations particulières notamment d'incarcération mais à ce sujet, la Direction des Guinéens de l'Etranger travaille étroitement avec l'OIM que nous saisissons régulièrement pour son assistance, afin de faciliter le retour et la réinsertion des intéressés au pays.

Au titre de nos interventions pour l'aide au rapatriement en Guinée, la Direction des Guinéens de l'Etranger planifie les opérations d'identification, de délivrance des documents de voyages aux intéressés à travers nos Ambassades et participe à leurs accueils soit à la frontière Guinée-Mali, ou soit à l'aéroport de Conakry-Gbessia.

Avez-vous une estimation du nombre des guinéens vivant à l'extérieur ?

Il nous est difficile à ce jour, d'établir le nombre de ressortissants guinéens à l'étranger, à cause du manque de statistiques fiables en la matière. La Direction des Guinéens de l'Etranger a conçu et élaboré un projet de recensement qui se trouve actuellement dans le circuit au Cabinet du Ministre, pour suite à donner.

Avez-vous un message particulier à passer aux guinéens de l'Etranger ?

Le message particulier adressé aux guinéens vivant à l'étranger, est celui du respect scrupuleux des lois des pays d'accueil ; Chacun a le devoir de s'enregistrer dans nos consulats et Ambassades. La Direction des Guinéens de l'Etranger est là pour accompagner et assister la Diaspora dans les différents projets et initiatives.

Je vous remercie.



A close-up portrait of Cheick Ahmed Tidiane Diallo, a young man with short dark hair, looking directly at the camera with a slight smile. He is wearing a patterned shirt with red, white, and blue designs. The background is slightly blurred, showing some papers and a green folder. A large, semi-transparent orange 'P' is overlaid on the left side of the image, and a circular graphic with radiating lines is visible behind the text.

P

AROLE A UN POINT FOCAL

Cheick Ahmed Tidiane Diallo,
Chargé de communication au Ministère de l'Agriculture.

En plus d'être du service de communication du Ministère à la Présidence en charge de l'Agriculture, désormais géré par le Ministre d'Etat Kiridi Bangoura dont il est un proche collaborateur, le Point Focal du mois a de nombreuses cordes à son arc. Il faut rappeler que les Points Focaux des différents départements ministériels, sont chargés de mettre en lumière les activités dans leur secteur respectif, en coordonnant toutes les informations et en les relayant pour une large diffusion dans le Bulletin du Gouvernement qui leur dédie une rubrique mensuelle où ils exposent individuellement leurs expériences professionnelles, et leurs méthodes.



Cheick Ahmed Tidiane Diallo

*Chargé de communication
au Ministère de l'Agriculture*

Bonjour Monsieur Cheick Ahmed Tidiane Diallo ; Vous avez intégré le service de la communication du Ministère de l'Agriculture dès la prise en charge de ce département par le Ministre d'Etat Kiridi Bangoura, Secrétaire Général de la Présidence de la République ; Quel a été auparavant, votre parcours professionnel ?

Bonjour la CCG ! Mon parcours professionnel a débuté en 2003, après mes études en journalisme. J'avais commencé à l'époque au Bureau de presse de l'Assemblée Nationale, en continuant à rédiger mon Mémoire sur "l'étude critique des bulletins d'information de l'Assemblée Nationale".

Je suis venu à la presse "critique", grâce aux conseils de mon rédacteur en chef de l'époque, Monsieur Saliou Diallo avec qui j'ai participé à relancer Le Populaire en 2004 et, à la fin de cette année-là, Monsieur Maseco (Paix à son âme), mon ami et grand frère, qui était rédacteur en chef du Diplomate, m'avait fait recruter dans ce journal. Je garde un grand souvenir de ce moment parce que c'était mon premier emploi

rémunéré.

En 2006, j'ai été coopté par Monsieur Yamoussa Sidibé (Rédacteur en chef du JT à l'époque), pour rejoindre la RTG. C'est alors que j'ai débuté une carrière dans l'audiovisuel, qui m'a conduit à "Chérie FM", puis à "Evasion Guinée" où j'ai participé au lancement de ces deux Groupes de presse.

Je suis à la Présidence de la République depuis l'avènement au pouvoir du Pr Alpha Condé car, dans le cadre des réformes engagées, j'ai été recommandé par le Ministre d'Etat Naby Youssouf Kiridi Bangoura dans la nouvelle équipe du Bureau de presse. Quand la DCI (Direction de la communication et de l'information) a été créée à la Présidence, j'y ai été coopté aussi. Comme j'ai toujours voulu basculer plus tard dans une vie politico-administrative, j'ai accepté le poste d'Assistant principal du Ministre d'Etat Secrétaire général de la Présidence, début 2013. Actuellement, je suis un de ses Conseillers techniques. Voilà brièvement mon parcours.

Justement en parlant de votre nouvelle fonction au sein du Ministère de l'Agriculture, en quoi consiste-t-il exactement ?

Depuis le 14 septembre dernier, le Ministre d'Etat Kiridi Bangoura, assume les fonctions de Ministre de l'Agriculture, cumulativement à ses fonctions de Secrétaire général de la Présidence. Je continue à l'assister dans ses tâches. Je consacre pratiquement 80% de mon temps de travail au Ministère de l'Agriculture en ce moment. Sous l'autorité du Secrétaire général et du Chef de cabinet, je dois suivre l'exécution des instructions du Ministre d'Etat autour des différents dossiers. En même temps, je coordonne les activités de communication du Ministre d'Etat, en particulier, et du Département, en général.

Comment votre Département a-t-il préparé la participation de la Guinée au Salon international de l'agriculture et des ressources animales à Abidjan ?

Le « SARA » est une plateforme d'opportunités d'investissements directs dans le secteur agricole des ressources animales, halieutiques et forestières.

C'est également une tribune de partage des compétences et de savoir-faire en matière agricole. Cette année, il s'est tenu du 17 au 26 novembre 2017 à Abidjan, sous le thème « Transformation structurelle de l'économie agricole face aux changements climatiques ».

Au moins une vingtaine de pays africains, dont la Guinée, y étaient présents, ainsi que la France et les Pays-Bas au compte de l'Europe.

Notre participation à cette édition de 2017 est la première de la Guinée depuis la reprise du "SARA" il y a quelques années ; l'évènement avait souffert d'une interruption d'au moins dix ans.

Quand les organisateurs ont écrit pour une nouvelle fois, pour souhaiter la participation de la Guinée, après son absence aux trois précédentes éditions, le Ministre d'Etat Naby Youssouf Kiridi Bangoura a exigé de ses cadres une participation quantitative et qualitative, histoire de marquer notre retour à ce grand rendez-vous agricole.

Tous les projets et programmes agricoles, ainsi que les acteurs impliqués dans la production, la transformation et la commercialisation de nos produits locaux, ont été mobilisés. Au total, une cinquantaine d'acteurs ont rallié Abidjan. Les 50 m² de stand mis à la disposition de la Guinée ont été occupés et animés par nos représentants.

Pour le Ministre d'Etat, notre présence à ces rendez-vous est une opportunité de montrer le nouveau visage de la Guinée. Avec les initiatives du Président de la République dans le domaine agricole, la Guinée est sur la bonne voie de reprendre sa place, avec une amé-

lioration de notre position passée sur le marché international ! D'où la présence notamment de l'IRAG au SARA. Grâce au Président de la République, l'Institut de recherche agronomique de Guinée, a introduit de nouvelles variétés d'intrants agricoles dans les différentes filières.

Le 31 octobre dernier, vous aviez mis à jour le Catalogue National des Variétés Végétales. Qu'est-ce que c'est ?

Selon les spécialistes, le Catalogue national des espèces et variétés végétales constitue une des bases de données de référence pour les interventions visant le développement des secteurs de semences. Il est donc l'outil privilégié du dialogue entre acteurs pour un partage des avantages y afférents.

Un catalogue dans un pays donne l'identité des variétés que le producteur peut utiliser sur le terrain sans danger et au bout, obtenir de grands rendements.

En 2014, la Guinée avait déjà élaboré un catalogue national composé d'espèces, dont les caractères étaient retenus pour inscription au niveau du catalogue de la CEDEAO, principalement, le riz, le maïs, l'arachide, le sorgho, la tomate, le mil et le niébé.

La CEDEAO a exigé que tous les trois ans, ce catalogue soit actualisé par l'inscription de nouvelles variétés performantes, et la radiation des variétés présentant des signes évidents de faiblesse.

Fin octobre et début novembre, c'est cet exercice qui avait réuni à Kindia plusieurs hauts cadres du ministère de l'Agriculture : intervenants principaux du sous-secteur des semences, des producteurs, des distributeurs, les services publics et privés et les principaux partenaires.

On parle beaucoup des initiatives présidentielles dans le domaine agricole. Concrètement cela consiste en quoi et quelle est votre implication dans la vulgarisation de ces initiatives ?

Pour parler des initiatives agricoles du Président de la République, je le fais sous la coupe du Ministre d'Etat, des conseillers du Président de la République et des techniciens du département de l'Agriculture. En fait, le Président Alpha Condé croit plus en l'agriculture qu'aux mines. L'un des secteurs qui a le plus bénéficié des nombreux déplacements du Président de la République est celui de l'agriculture. Il a réussi à développer des relations avec des pays qui nous permettront de mieux nous équiper, et de fournir plus d'intrants au monde rural.

Les initiatives présidentielles visent deux objectifs majeurs : la sécurité alimentaire et la promotion des cultures de rente. Ces deux choses vont évoluer ensemble ; au même moment qu'on se bat pour l'autosuffisance

alimentaire, on se bat aussi pour le retour de la Guinée dans le commerce agricole international. Aujourd'hui, toutes les quatre régions naturelles du pays ont reçu de nouvelles variétés de semences qui sont en expérimentations dans les centres et les pépinières de l'IRAG. Le dernier cas concerne le sésame blanc venu d'Ethiopie, dont les 100 tonnes reçus sont destinés à la Haute et la Moyenne Guinée.

Toujours dans le cadre des initiatives présidentielles, le FIDA va bientôt financer un Projet destiné à l'agriculture familiale, à plus de 100 millions USD.

Quels sont vos projets à court, moyen et long terme dans la vulgarisation des actions de votre département ?

Depuis que j'ai découvert le Département de l'Agriculture, je ne cesse de dire que c'est un gros morceau, un Département technique qui travaille avec plusieurs institutions internationales qui soutiennent les projets et les programmes agricoles. Nous avons le devoir de faire mieux connaître ce Département au grand public, parce qu'un bon nombre croit que ça ne bouge pas, alors que de gros efforts sont en cours pour l'autosuffisance alimentaire et la promotion des cultures d'exportation. Mais, il ne faut jamais oublier qu'il s'agit d'un long processus, et c'est tout cela qu'il faut expliquer ! Nous restructurons en ce moment notre service de communication, pour qu'au-delà des canaux que vous nous offrez, nous atteignons plus de cibles. Pour l'heure, nous nous contentons de relayer au maximum possible les activités du Département.

Votre mot de la fin.

La Cellule de communication du Gouvernement est une grande opportunité pour les Départements ministériels, pour assurer la visibilité institutionnelle des activités des départements.

Mais, il faut aussi explorer d'autres opportunités pour assurer la visibilité aux actions des Départements. Cette ambition, je souhaite la partager avec tous ceux qui gèrent la communication sectorielle du Gouvernement.

Il faut que vous restiez à notre écoute, en continuant à nous conseiller, à aider à diffuser et partager d'autres expériences, initier des rencontres d'échanges régulières entre nous afin que la communication gouvernementale prenne véritablement son envol. Cela ne se fera pas sans les points focaux des Départements.

Je vous remercie pour cette opportunité.



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



Le Président de la République

Alpha Condé

et les membres du

Gouvernement

vous souhaitent

... de Joyeuses fêtes
de fin d'année!





Votre mensuel
d'informations sur l'actualité gouvernementale



www.bdg.gov.gn



Conçu et édité par
LA CELLULE DE COMMUNICATION
DU GOUVERNEMENT

Tel: (+224) 626 82 10 25

Email : info@ccg-guinee.org

www.gouvgn.tv

www.gouvernement.gov.gn



Gouvernement Guinéen Officiel



@GouvGN



Gouvernement Guinéen TV

